

Ouverture du dialogue avec Iyad Ag Ghali et Hamadou Kouffa : Des chefs de partis politiques se prononcent

MALI

L'information est l'oxygène des temps modernes

MERCREDI 19 FEVRIER 2020

546

Malikilé

www.malikile.com

QUOTIDIEN D'INFORMATION ET DE COMMUNICATION



Violences universitaires

Le CENOU fait le ménage



OCLEI : Conférence de Haut Niveau sur la lutte contre la corruption en Afrique



Crise malienne : Cheick O. Sissoko dénonce le Démon français

FOFY[®] INDUSTRIES

L'équipementier de votre maison

CUIVES

MALISADIO



Santé • Sécurité • Economie

| | | |
|------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----------------------------|
| Une | Violences universitaires : Le CENOU fait le ménage | P.4 |
| Brèves | Projet d'appui et de réinsertion des migrants : La migration irrégulière face aux enjeux 1 Législatives à Koulikoro : 'Isaac' La gaffe a peur | P.11 P.11 |
| | 1ere Edition Journée Internationale de L'emploi : Mali baara rapproche les demandeurs d'emploi des recruteurs | P.12 |
| | Terrorisme dans le Sahel : Six présumés fournisseurs d'armes aux djihadistes arrêtés avec une cargaison | P.12 |
| | Collège de défense du G5 Sahel : Les stagiaires à l'écoute des directives du président Keïta | P.13 P.13 |
| | Compagnie de la Circulation Routière (CCR) : Délinquance financière dites-vous ? | P.14 |
| | Défection au RPM : Le député Moussa Diarra démissionne | P.14 |
| | Législatives 2020 : La CMA s'oppose à la tenue des élections législatives sans les régions de Ménaka et Taoudéni | P.14 |
| | Université de Kabala : Un membre influent de l'AEEM exclu pour avoir frappé un Prof | P.15 |
| Actualité | Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) : Conférence de Haut Niveau sur la lutte contre la corruption en Afrique | P.17 |
| | Direction nationale des domaines : Un montant de 123,522 milliards mobilisé | P.18 |
| | Processus budgétaire : Un site web du budget lancé ! | P.19 |
| | Réunion d'Urgence des Ministres de la Santé des Pays de la CEDEAO: Renforcer les capacités des agents de l'OOAS, afin de surveiller et détecter les épidémies, précocement | P.20 |
| | Le CDR de Ras Bath aux anges | P.21 |
| Politique | Crise malienne : Cheick O. Sissoko dénonce le Démon français | P.22 |
| | Sahel-Djihadisme : Pour Tiébilé Dramé, le Mali explore toutes « les options pour la paix » | P.25 |
| | Ouverture du dialogue avec Iyad Ag Ghali et Hamadou Kouffa : Des chefs de partis politiques se prononcent | P.26 |
| Culture & société | Divertissement : Les bars de Bamako ne connaissent pas la crise | P.29 |
| International | Coup de tonnerre/ Banque centrale africaine : L'UA choisit Akoufo Addo au détriment d'Alassane Ouattara | P.30 |
| | Centrafrique : Plus de 230 spécialistes militaires russes forment des soldats et policiers | P.32 |
| Sport | Racisme dans le football : Le Portugal choqué, Marega voudrait «un geste fort» | P.33 |

Comité de rédaction

Quotidien numérique d'informations générales paraissant du lundi au vendredi

Edité par la Société **Agence Malienne de Presse et d'Informations (AMPI)**
Siège : Rue du Gouverneur (902) Immeuble Baye Niass – Faladié (Bamako – Mali)
Email : ampkile@gmail.com / malikile@gmail.com
Site Web : www.malikile.com
Contacts : +223 70 44 22 23

- **Redacteur en Chef** : Amadou TALL
- **Rédaction Générale** : Karamoko B. Keïta, Demba SIDIBE (Stagiaire), Moctar Sow, Diala Teny Konaté, Ibrahim Sanogo
- **Gérant** : Moctar Sow
- **Service Commercial** : Youssouf Diarra
- **Secrétariat** : AZIA Bénédicte

P.12



P.21



P.25



Violences universitaires : Le CENOU fait le ménage



L'insécurité dans l'espace universitaire malien, si elle a connu une certaine accalmie ces derniers temps, est toujours présente. A cet effet, la décennie 2010 aura été l'une des plus violentes avec plusieurs cas de meurtres à l'arme blanche ou même par pistolet généralement de fabrication artisanale. C'est pour bannir la violence à l'école que le Centre national des œuvres universitaires (CENOU) appuyé par le Commissariat du 4ème Arrondissement basé en Commune V du District de Bamako, vient de faire une descente sur le campus de Badalabougou, haut lieu des violences qu'a connues l'espace universitaire ces dernières années. Les origines de toutes ces violences remontent aux années 1990 quand l'Association des Élèves et Étudiants du Mali a fait de la violence son mode opératoire pour revendiquer ses droits. C'est à la faveur de la lutte pour la démocratie

au Mali que les élèves et étudiants du pays se sont organisés en une force pour contester la dictature de Moussa Traoré. L'Union nationale des Élèves et Étudiants du Mali (UNEEM) a été, au début des années 1980, la principale force estudiantine de contestation du pouvoir. La force de cette organisation était telle que Moussa Traoré ferma les écoles du Mali pendant deux années (1980-1981) suite aux violences consécutives à l'assassinat par le pouvoir, du leader estudiantin Abdoul Karim Camara dit Cabral. Cette longue interruption, loin de briser l'élan des scolaires, n'a fait que renforcer le combat pour les droits des élèves et étudiants du Mali. Ce combat s'intensifia à la faveur de la lutte en faveur de l'instauration de la démocratie quand l'UNEEM sera remplacée par l'Association des Élèves et Étudiants du Mali (AEEM) avec à sa tête l'emblématique leader Oumar Mariko. Aujourd'hui, tous les acteurs du

mouvement démocratique s'accordent à dire que le rôle de l'AEEM a été déterminant dans la chute du régime de Moussa Traoré en Mars 1991. Ce rôle sera reconnu avec l'entrée du syndicat estudiantin au Comité de Transition pour le Salut du Peuple (CTSP), organe politique suprême. Curieusement, c'est cette consécration comme actrice principale du mouvement démocratique qui poussera l'AEEM à commettre des actes de plus en plus violents pour se faire entendre. On se souvient encore des années de braise quand l'organisation estudiantine coupait le sommeil aux Bamakois et les empêchait de vaquer à leurs occupations quotidiennes. Ibrahim Bou-bacar Kéita, alors Premier ministre du Président Alpha Oumar Konaré, avait, lui aussi, décidé la fermeture des écoles maliennes en 1994 pour contrer la vague de contestation violente de l'AEEM. Devenue incontournable et crainte pour



ses capacités de nuisance et en même temps parce qu'elle émanait directement des populations, l'AEEM a réussi à obtenir tout des autorités maliennes. Elle s'habitua à l'argent qui coulait à flot pour corrompre les différents secrétaires généraux dont l'élection donnait lieu à un déferlement de violence inouïe aussi bien au niveau national que local à cause justement des largesses d'un État devenu frileux quand il s'agit des élèves et étudiants. La gestion des bourses scolaires, des cantines scolaires, des parkings scolaires, des subventions accordées par l'État, tout donnait lieu à la violence, une violence qui s'exercera et continue encore de s'exercer sur les enseignants eux aussi. Ce sont toutes ces années d'errements où l'au-

torité politique n'a jamais réussi à contrôler l'AEEM qui ont fini par installer la violence au sein de l'école malienne. La recherche du gain facile l'a emporté sur les études et la majorité des élèves et étudiants qui voulaient travailler étaient trébuchés par une poignée de leaders bénéficiant d'une scolarité illimitée. Certains leaders estudiantins auraient construit des maisons et possédés des véhicules de transport, ce qui ne faisait qu'exciter les autres dans la course pour le secrétariat général (Secrége) des écoles. On vit ainsi des étudiants se faire entourer de gros-bras armés jusqu'aux dents à l'occasion de la mise en place des Comités de l'AEEM dans les différents établissements. Comme il fallait s'y attendre, la violence éclatait

très souvent et malheureusement a conduit à faire des victimes.

Ainsi l'espace scolaire est devenu le lieu de toutes les violences. Ce n'est pas la première fois que les autorités policières visitent le campus de Badalabougou. En effet, le 22 décembre 2017, la police était déjà intervenue à la Faculté des sciences et techniques (FAST) de Badalabougou suite à une fusillade qui avait éclaté entre étudiants. Cette descente de la police avait permis de mettre la main sur 20 pistolets, 63 machettes, 208 couteaux, des gaz lacrymogènes et autres machettes. Les Maliens découvraient avec stupéfaction les proportions alarmantes qu'avait prises la violence sur l'espace universitaire. Le mercredi, 12 février 2020, la moisson est comparativement très modeste mais elle a tout de même permis de mettre la main sur 3 Pistolets Automatiques (PA) de fabrication artisanale, 4 munitions de Pistolet mitrailleur PM (munitions de guerre), 4 munitions de PKM (munitions de guerre), 8 machettes, 2 tenues militaires ; des bérets pour militaires, des bâtons de défense, des couteaux, 5 bâtons en fer ; un gourdin, 2 marteaux, 2 lance-pierres. La police a également découvert des faux billets en coupure de 10.000F CFA et interpellé 8 personnes.

Comme on le voit, certains étudiants continuent de faire régner la terreur au sein des campus universitaires du Mali et s'adonner à tous les





trafics. Ils auront désormais sur leur chemin le Directeur général du CENOU, le Colonel-major Ousmane Dembélé, qui vient de recevoir mandat de son Conseil d'administration de nettoyer et pacifier l'espace universitaire en le débarrassant des individus qui n'ont rien à y faire. L'école malienne est dans un délitement si avancé qu'il convient de créer les conditions les meilleures pour permettre aux étudiants de travailler dans un climat apaisé. Si la sécurité dans le milieu universitaire est la préoccupation première des autorités, il ne faut pas non plus oublier la corruption endémique qui y règne. Malgré la bancarisation des bourses d'études, des dizaines de milliers d'étudiants sont obligés de payer diverses dîmes aux responsables de l'AEEM. Mais le plus écœurant est le cas de certains professeurs d'université qui s'adonnent à la vente des cours (brochures) et des notes aux plus offrants. Tous ceux qui n'arrivent pas à s'acquitter de ces frais irréguliers sont envoyés en session ou sont obligés de redoubler. Certaines filles, au contraire des garçons, trouvent des moyens peu orthodoxes pour surmonter ces difficultés. L'Université malienne est donc très malade à l'image de la jeunesse du pays, mais elle n'est pas incurable. Il suffit simplement qu'à tous les niveaux chaque autorité joue son rôle et mérite sa place.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**

PLANET

PLANET Ananas

PLANET Ananas

PLANET Ananas

À base d'eau Supermont et de sucre Naturel

Gouvernement du Mali

Diabaly : saisie d'une importante quantité de vivres destinés aux bandes Terroristes

Des FAMA au cours de leur patrouille, le dimanche 16 février 2020 à Beli ont saisi une importante quantité de riz et de mil. Ces vivres étaient destinés à renforcer la logistique des groupes terroristes. Beli est un village situé derrière le fleuve vers Diabaly.



Tombouctou : Le bataillon des FAMA reconstituées au Camp fort Cheick Sidi Bekaye

La cérémonie d'accueil du bataillon FAMA reconstituées s'est déroulée ce 18 février 2020 à la place d'armes du Camp fort Cheick Sidi Bekaye. L'événement a réuni le gouverneur de la région, Mr Ahmadou Ag Koina, les autorités intérimaires, politiques, communales, les notabilités et les responsables des forces partenaires. Après la montée des couleurs, le commandant de zone et chef secteur de l'opération Maliko, le colonel Boubacar Yassanry Sanogoh et le gouverneur ont procédé à la revue des troupes. Le commandant de zone a salué et souhaité la bienvenue aux éléments. Il les a exhortés à aller dans le sens du sacrifice ultime, à l'observation des règles et des valeurs militaires et à la cohésion, seul gage de la réussite des missions régaliennes. Pour le gouverneur, il y a plus de CMA ni de plateforme mais les FAMA au service de la nation. Il a invité l'ensemble à se mettre au travail pour sécuriser les personnes et leurs biens.

FLINTLOCK 2020 : Les Forces Spéciales (BAFS) au rendez-vous en Mauritanie

Du 17 au 28 février 2020, le Bataillon Autonome des Forces Spéciales (BAFS) du Mali participe au Flintlock 2020 en Mauritanie. Plusieurs militaires venant des pays partenaires africains et occidentaux prennent part à ces exercices sur plusieurs sites retenus pour la circonstance.

Flintlock est un exercice militaire annuel de maintien de l'ordre public. Il est intégré dirigé par le commandement des Etats-Unis pour l'Afrique, qui, depuis des années, renforce les forces des principaux pays partenaires en Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi que les forces

d'opérations spéciales occidentales.

Il est le premier et le plus important exercice annuel des forces d'opérations spéciales du commandement des Etats-Unis pour l'Afrique. Cet exercice vise à renforcer les capacités opérationnelles des principaux pays partenaires de la région. Cela afin qu'ils puissent lutter convenablement contre les organisations extrémistes violentes. L'exercice permet également à ces pays de protéger leurs frontières tout en assurant la sécurité de leurs populations. En outre, il renforce le partenariat entre les forces d'opérations spéciales des pays africains et occidentaux, augmentant ainsi leurs capacités à travailler ensemble pendant les opérations multinationales continues et en réponse aux crises.

Le premier Ministre, chef du Gouvernement, Ministre de l'économie et des finances Dr BOUBOU CISSE était présent à la cérémonie officielle de lancement de Bamako Digital Days. Bamako Digital Days est le rendez vous des professionnels de l'économie numérique, D'Afrique et d'ailleurs qui ambitionnent de révolutionner le secteur du numérique au Mali, dans le cadre d'échanges et de partage.

« Le secteur numérique au Mali c'est plus de 9000km de fibres optiques et plusieurs startup qui œuvrent pour le bien-être des populations via des solutions digitales ».

Congrès mondial du "World Angels Business Investment Forum"(WBAF) 2020 à Istanbul. Le Ministre de la Promotion de l'investissement Privé, des Petites et Moyennes Entreprises et de l'Entrepreneuriat National, Madame Safia Boly, a signé le partenariat économique avec le WBAF, avant de participer à la Table Ronde ministérielle. " Pour le Ministre Safia Boly, ce partenariat s'inscrit dans la politique de renforcement de l'autonomisation de l'Entrepreneuriat Jeune/ Féminin au Mali".

Keita Ousmane

Keita Ousmane à FEMAFoot

Région de Mopti au centre du mali:

Plusieurs basses terroristes pilonner par l'aviation malienne tôt ce matin. # Somadougou jusqu'à dans le village de Diallo sur la route de bankass. Des énormes pertes pour les djihadistes et les mercenaires au service des Trois chefs terroristes étrangers capturés par l'armée malienne.

Ne doute jamais la montée en puissance de l'armée malienne. Deuxième puissance militaire sous régional.

Félicitations vos braves soldats



Le journal Afrique

Plus de 800 Tunisiens sont détenus au centre de rétention de Melilla, l'enclave espagnole. Une ONG soupçonne Madrid de les retenir pour faire pression sur le gouvernement tunisien. Une épreuve pour les familles restées en Tunisie.



Ministère des Affaires Étrangères - Coop - Int

Koulouba, le 18 février 2020.

Le Nouvel Ambassadeur de la République de Côte-d'Ivoire au Mali s'appelle S.E.M. Check Ibrahim BAKAYOKO.



Le Secrétaire Général du MAECI, l'Ambassadeur Bou-bacar Gouro DIALL a reçu, ce mardi 18 février, au nom du Ministre des Affaires des Affaires Étrangères et de la Coopération Internationale, S.E.M. Tiébilé DRAMÉ, les copies figurées de ses lettres de créance.

Au cours de cette audience les deux personnalités ont rappelé les liens séculaires qui unissent le Mali et la Côte-d'Ivoire avant de réaffirmer leur volonté de renforcer davantage la coopération bilatérale. Signalons enfin que la Côte-d'Ivoire accueille une forte colonie malienne qui évolue dans divers secteurs.

Bureau de l'Information et de la Presse/MAECI

MALI MALIN



Mali : Quelle mouche luciférienne a piqué Bandjougou Doumbia ?

Le prêcheur Bandjougou Doumbia connu par son discours acerbe vis-à-vis des pouvoirs publics, refait surface dans une vidéo largement relayée sur les réseaux sociaux. Le guide de l'association islamique Nour Dine donne libre court à des critiques virulents à l'encontre du Président IBK et à sa famille. En même temps, il affirme son soutien à Amadou Kouffa et Iyad Aghali, deux leaders de mouvements terroristes qui sévissent dans le Centre et le Nord du Mali.

Sollicité par des habitants du quartier de N'tabakoro pour intervenir dans l'affaire de déguerpissement qui prévaut dans cette localité, l'occasion était belle pour Bandjougou de se déchaîner sur le Président de la République qu'il suppose être à la cause de tout le malheur des Maliens. Des propos tenus à l'emporte-pièce que nous nous réservons de reprendre ici. Par ailleurs, il a exhorté les jeunes de N'tabakoro à faire allégeance à sa cause, en jurant sur le Coran, et à empêcher toute action de déguerpissement au prix de mort d'homme s'il le faut.

Comment en est-on arrivé là ?

Depuis un certain temps, les leaders religieux sollicités par l'Etat malien, sont largement impliqués dans la résolution de la crise multiforme que traverse le pays. Tantôt médiateurs entre groupes syndicaux et le gouvernement ou encore émissaires auprès de groupes terroristes, l'implication active des leaders religieux dénote d'une certaine faiblesse de l'Etat dans la résolution de la crise. Par conséquent on ne craint plus un "Etat matraque" où certains même se croient intouchables en leur qualité de leader d'opinion. A cela s'ajoutent les décorations ubuesques décernées à certains leaders religieux. En le faisant, le Président de la République a pris le risque de montrer ouvertement sa préférence entre les enfants d'une même

famille. Alors ne fallait-il pas s'attendre à des frustrés qui l'attendaient au tournant ?

Souvenez-vous le même Bandjougou Doumbia comme bien d'autres pourfendeurs de l'Etat ont tenu, dans le temps, des propos de même nature que les derniers en date. Epinglés, Ils ont été aussitôt relaxés soit à cause de la pression d'une frange de la population soit par la médiation de certaines personnalités. Aujourd'hui, il est temps de mettre un terme au laxisme !



Tieman H. Coulibaly: « Chers amis

Depuis quelques heures une fausse information circule à propos d'une nomination me concernant pour de hautes fonctions. Par conséquent, j'appelle l'ensemble de mes amis, compagnons et alliés à la prudence et à une grande circonspection. »



Forces Armées Maliennes



Tôt ce matin du mardi 18 février 2020 les #FAMA traquent les terroristes dans le secteur de Somadougou dans la région de #Mopti les hélicoptères #FAMA mènent des frappes aériennes avec précision aux alentours de Somadougou jusque dans le village de Diallo route de #Bankass

FLINTLOCK 2020 : Les Forces Spéciales (BAFS) au rendez-vous en Mauritanie

Du 17 au 28 février 2020, le Bataillon Autonome des Forces Spéciales (BAFS) du Mali participe au Flintlock 2020 en Mauritanie. Plusieurs militaires venant des pays partenaires africains et occidentaux prennent part à ces exercices sur plusieurs sites retenus pour la circonstance. Flintlock est un exercice militaire annuel de maintien de l'ordre public. Il est intégré dirigé par le commandement des Etats-Unis pour l'Afrique, qui, depuis des années, renforce les forces des principaux pays partenaires en Afrique du Nord et de l'Ouest, ainsi que les forces d'opérations spéciales occidentales.

Il est le premier et le plus important exercice annuel des forces d'opérations spéciales du commandement des Etats-Unis pour l'Afrique. Cet exercice vise à renforcer les capacités opérationnelles des principaux pays partenaires de la région. Cela afin qu'ils puissent lutter convenablement contre les organisations extrémistes violentes. L'exercice permet également à ces pays de protéger leurs frontières tout en assurant la sécurité de leurs populations. En outre, il renforce le partenariat entre les forces d'opérations spéciales des pays africains et occidentaux, augmentant ainsi leurs capacités à travailler ensemble pendant les opérations multinationales continues et en réponse aux crises. Pour plus d'infos cliquez sur le lien : <http://pas-tel.fama.ml/flintlock-2020>



Fikaso

#Fikaso est ravi d'avoir été mis en avant par Madame la Ministre de l'Économie numérique et de la Prospective du Mali Ministre @KamissaCamara en tant que service innovant pour la #livraison de repas dans son discours d'ouverture des #BamakoDigitalDays.



Mamadou Ismaila KONATE

Propos abjectes et inacceptables ! Que force soit et demeure à la loi. L'excès de tout est nuisible et l'excès dans les propos et les propos excessifs sont encadrés par la loi et les règlements. Toutes déviances doivent être objet de poursuites.



Hector Wlks

Hector Wlks à Les Moutons rebelles

" Le dernier roi d'une communauté avait dix chiens sauvages. Il les utilisait pour torturer et manger n'importe lequel de ses serveurs qui a fait une erreur. Un des domestiques a fait un mauvais rapport et le roi n'a pas aimé du tout. C'est pour ça qu'il a ordonné que le serviteur soit jeté aux chiens.

Le serviteur a dit : " je t'ai servi pendant 10 ans, et tu me fais ça ? S'il te plaît, donne-moi dix jours avant de me jeter aux chiens ", et le roi les lui a accordés.

Pendant ces dix jours, le valet s'est adressé au garde qui s'occupe des chiens et lui a dit qu'il aimerait servir les chiens pendant les dix prochains jours. Le garde était déconcerté, mais il était d'accord, et le domestique s'est consacré à l'alimentation des chiens, le nettoyage, à bain et avec tout le confort pour eux.

Quand les dix jours étaient terminés, le roi ordonna que le serviteur soit jeté aux chiens pour sa punition. Quand il a été lancé, tout le monde était surpris de voir les chiens voraces seulement lécher les pieds du domestique !

Le Roi, déconcerté par ce qu'il voyait, a dit,

" Qu'est-ce qui s'est passé avec mes chiens ?"

Le serviteur répondit : " J'ai servi les chiens seulement dix jours et ils n'ont pas oublié mes services. Cependant, je vous ai servi pendant dix ans et vous avez tout oublié, dans ma première erreur !"

Le Roi S'est rendu compte de qu'il n'était pas sur le bon chemin il a donc ordonné de le libéré.

Leçon de morale



Yaya Sangare

Le poste de péage situé à la sortie de Bla vers Koutiala vient d'être attaqué par des individus armés sur des motos, ce jour 17 février. Le bilan provisoire fait état d'un gendarme tué & un autre blessé. Nos condoléances à la famille du défunt & prompt rétablissement au blessé.



MALI KANU



Sécurité au Centre : Les FAMa traquent les terroristes à Somadougou. Tôt ce matin du mardi 18 février 2020 les FAMa traquent les terroristes dans le secteur de Somadougou dans la région de Mopti les hélicos FAMa mènent des frappes aériennes avec précision aux alentours de Somadougou jusque dans le village de Diallo route de Bankass Ainsi "3 CHEFS TERRORISTES ÉTRANGERS" ont été capturés Plusieurs terroristes ont été tués, des armes ont été abandonnées, d'autres détruites.

Le ratissage permettra plus de précisions



Séga DIARRAH



#Mali : En voulant discuter avec les terroristes, le gouvernement a ouvert un boulevard à des sympathisants de Amadou Koufa et Iyad Ag Ghali qui n'hésitent plus à faire allégeance et à attaquer la République dans des diatribes acerbes pendant des meetings à Bamako.

La Minute Football



Moussa Maréga prend la parole sur Instagram : « Je voudrais juste dire à ces imbéciles qui viennent au stade faire des cris racistes... Allez-vous faire fou***. Et je remercie également les arbitres de ne pas m'avoir défendu et mis un carton jaune parce que je défends ma couleur de peau... J'espère que je ne vous reverrai plus jamais sur un terrain de football ! VOUS ÊTES UNE HONTE ! »
Grosse force à Marega



malikile.com

La première Plateforme de Distribution de communiqués et de relation médias et bien d'autres services !



Projet d'appui et de réinsertion des migrants : La migration irrégulière face aux enjeux



Le lancement officiel des activités du projet d'appui à la réduction de la migration irrégulière et à la réinsertion des migrants en difficulté de retour au pays, s'est tenu, jeudi 13 février 2020, dans les locaux du Département en charge des Maliens de l'Extérieur. L'ordre du jour était d'informer et de sensibiliser sur les risques inhérents à ce phénomène.

Financé par l'Union Européenne, ce projet vise à contribuer à la réduction de la migration irrégulière dans les six communes du district de Bamako, des régions de Kayes et de Koulikoro, entre autres.

Selon le coordinateur du projet, Issa Coulibaly, le but était de trouver, à la réalisation d'une étude diagnostique sur la gestion de la migration irrégulière, des opportunités d'investissements et le secteur porteur du projet. Il vise également à informer et à sensibiliser les populations d'au moins 11 communes sur les risques et les dangers de la migration irrégulière. « Nous avons réalisé l'insertion socio professionnelle de 30 jeunes dans les régions de Kayes, Koulikoro et du District de Bamako. L'une des principales activités de ce projet est la mise en place d'un comité de pilotage qui vise à donner des orientations de ce dessein », a expliqué Issa Coulibaly.

Les événements de 2005 ont suscité de grands débats tant sur le plan national qu'international, a rappelé le représentant du ministre des Maliens de l'Extérieur. Cette situation a été un éveil de conscience qui, selon lui, a provoqué la tenue de plusieurs rencontres au niveau national et international. Ces rencontres ont abouti à la création du Centre d'Information et de gestion au Mali qui est un projet pilote de l'UE, a-t-il précisé.

« Tout ce que nous menons comme activité rentre dans le cadre de cette politique de migration. C'est un document qui a été diffusé et partagé. Aujourd'hui, vouloir lutter contre la migration irrégulière constitue l'une des préoccupations majeures des hautes autorités de ce pays. Avec la création de la cité des Maliens de l'Extérieur, ce centre permet d'assister de milliers de compatriotes en situation de détresse » a-t-il poursuivi. « L'année 2019 a été une année record dans le rapatriement. Nous avons assisté au rapatriement d'environ 8 000 maliens de l'Extérieur », a-t-il conclu.

■ Ibrahim Sanogo

Législatives à Koulikoro : 'Isaac' La gaffe a peur



En lice pour un nouveau mandat, Issiaka Sidibé, le président de l'Assemblée nationale du Mali, devrait renoncer à tout poste électif, selon des électeurs. Certains mettent en avant son âge pour justifier leur opinion. Le vieux patron de l'Assemblée nationale paraît trop lourd et peu professionnel aux yeux de beaucoup qui estiment que les sessions organisées sous son leadership ne ressemblaient pas à de vraies sessions. Du coup, Isaac la gaffe a peur.

Isaac pour les intimes, le président de l'Assemblée nationale affiche un autoritarisme inutile dans la police des débats à l'Assemblée. Il est le seul dont les gens se plaignent, y compris les téléspectateurs, à chaque fois que des débats sont retransmis sur les antennes de la télévision nationale. Du début à la fin des débats, Isaac multiplie les faux pas et tente souvent de museler les députés qui dérangent.

Même les journalistes ont fait les frais des dérives du président de l'Hémicycle qui confond très souvent serviettes et torchons. On se souvient d'une de ses sautes d'humeur lorsqu'il avait ordonné à des gardes d'isoler un jeune reporter dont le seul tort a été d'avoir pris une photo dans la salle des plénières de l'Assemblée. Les gens se demandent encore ce qui a poussé le président de l'Hémicycle à un tel excès qui ne s'explique pas.

Sur le plan politique, il reste qu'Issiaka Sidibé n'est pas le candidat idéal de son parti à cause de son impopularité dans la région de Koulikoro. Nombreux sont les observateurs à penser que son alliance avec un candidat de l'opposition est une ruse pour lui éviter l'humiliation. En effet, Eli Diarra, le candidat de l'URD avec qui il est en alliance pour les législatives, est le très populaire maire de la ville.

S'accrocher au maire de Koulikoro est donc une opportunité qui évitera à Isaac de perdre sa place à l'Assemblée nationale. Dans la ville de Koulikoro, il y a peu de commentaires favorables pour le président de l'Assemblée nationale. Bien qu'il soit de la ville, les habitants lui vouent un sentiment inamicale à cause de la distance qu'il a créée entre lui et la population pour qui leur député n'aime pas les gens.

De la même façon, les jeunes de la ville ne voient pas en lui un représentant digne de confiance et de respect. A cause de cette mauvaise réputation d'homme froid, les associations de jeunes demandent rarement à Isaac de parrainer leurs activités culturelles et sportives.

Le retour de la manivelle n'est pas loin.

1ere Edition Journée Internationale de L'emploi : Mali baara rapproche les demandeurs d'emploi des recruteurs



Après six ans de création d'opportunités d'emploi pour les jeunes, à travers la publication des offres d'emploi et d'appels d'offres sur son site web « malibaara.com », les responsables de la société Mali baara veulent ajouter une nouvelle corde à leur arc. Pour ce faire, la société de promotion d'emploi organise, le 29 février 2020, au Mémorial Modibo Kéita, la première édition de sa Journée internationale de l'emploi, de la formation et de l'entrepreneuriat, sous le thème « adéquation formation emploi ». Défi à relever : rapprocher les demandeurs d'emploi des recruteurs.

Au cours de cette première édition, les responsables du site « malibaara.com » misent gros. Selon le Directeur général du site, Amadou Dicko, l'objectif de cette journée est d'aboutir à des signatures de contrats d'embauche entre les demandeurs et les recruteurs. Pour ce faire, les partenaires du site ont mis le paquet. Une trentaine de recruteurs potentiels seront au rendez-vous et proposeront des emplois dans les domaines suivants : banque et assurance, mines, hôtellerie, éducation, transport-transit-logistique, administration, informatique-communication...

Mais ce n'est pas tout, les organisateurs de la journée veulent aussi faire de cet espace dédié à la création d'emploi, un espace d'aguerrissement des demandeurs d'emploi. Selon Kamissa Traoré, des conférences et des ateliers (sur la rédaction d'un CV, les entretiens d'embauche, la réussite de sa reconversion professionnelle...) seront aussi organisés, tout au long de la journée, pour tous les profils.

Les sujets, qui seront abordés lors des différentes conférences, sont aussi d'actualité et bien réfléchis par les organisateurs. Ils porteront, entre autres, sur l'adéquation formation-emploi au Mali, comment promouvoir l'entrepreneuriat au Mali, comment trouver un emploi au Mali. Selon la conférencière, le choix d'organiser cette journée n'est pas un hasard. « Il est le fruit d'une longue expérience des organisateurs dans ce domaine », informe-t-elle.

A en croire Sandrine Ouhoucou, assistante commerciale, l'idée est venue après un travail titanesque dans le domaine de création d'emploi sur le site « malibaara.com ». « C'est une plateforme sur laquelle les entreprises peuvent déposer leurs offres d'emploi et appels d'offres, et où

Terrorisme dans le Sahel : Six présumés fournisseurs d'armes aux djihadistes arrêtés avec une cargaison



Des unités de l'armée mauritanienne ont intercepté et arrêté plusieurs trafiquants d'armes près de la frontière Nord avec le Mali, des présumés fournisseurs d'armes aux djihadistes, a indiqué un communiqué de l'armée mauritanienne. L'opération s'est produite à la frontière malienne, où sévit l'insécurité actuellement.

L'État-major de l'armée mauritanienne a indiqué dans un communiqué qu'une opération de surveillance près de la frontière avec le Mali, a permis de mettre la main sur six (06) trafiquants d'armes et leur cargaison. Selon le communiqué, cette prise a été faite « sur la base des informations sur l'intention d'un groupe de contrebandiers à bord de trois (03) véhicules de traverser la partie Nord du territoire mauritanien en direction de la partie orientale du territoire malien ». L'armée a également indiqué que « des éléments provenant du Mali sont à l'attente des contrebandiers sur les frontières mauritano-maliennes ». Les six (06) personnes arrêtées par les forces mauritaniennes étaient des contrebandiers de tous produits illicites comme des armes, des moyens roulants et de la drogue. Ils ont été arrêtés en possessions « d'un kilogramme de drogue, de deux mitrailleuses PKMS, de deux (02) voitures Land Cruiser et de 3.000 munitions ». Aussi, ils avaient avec eux, du matériel de communication. « L'opération a également permis la destruction d'une voiture Land Cruiser, de deux mitrailleuses », conclut le communiqué. Face à l'insécurité grandissante, faut-il deviner que c'est par là que transitent les armes pour être utilisées au Mali et les autres pays où l'insécurité sévit surtout ces derniers temps ? Une chose est certaine, les autorités de ces pays doivent augmenter la surveillance de leur pays afin de minimiser le phénomène.

Les candidats peuvent s'inscrire et recevoir les offres d'emploi par différents canaux de communication (email, SMS, messenger) », indique la conférencière. Selon elle, cette page est aujourd'hui l'une des plus visitées au Mali avec plus de 75 000 abonnés et plus de 700 000 visites par mois. Et d'ajouter que le site propose aussi la publication des avis de formation et des bannières publicitaires.

Selon le Directeur général, Amadou Dicko, la seule satisfaction de Malibaara à organiser cette journée est d'ordre moral et vise à faire baisser le taux de chômage au Mali.

■ Ibrahim Sanogo

Collège de défense du G5 Sahel : Les stagiaires à l'écoute des directives du président Keïta



Le chef de l'État salue les participants du collège de Défense du G5 Sahel. La 2^e promotion du Collège de défense du G5 Sahel, qui a effectué un voyage d'études dans notre pays du 9 au 16 février, a été reçue vendredi dernier dans la Salle des Banquets à Koulouba par le président de la République Ibrahim Boubacar Keïta.

Le thème : « la coopération militaire et de défense dans la lutte contre le terrorisme et la criminalité transfrontalière : cas du Mali » était au centre de ce voyage d'études qui a regroupé 44 participants dont 31 officiers supérieurs stagiaires issus des cinq pays du G5 Sahel. La visite s'inscrit dans la thématique d'enseignement : « Vision prospective sur le monde, l'Afrique et le Sahel ».

Les participants étaient venus écouter les conseils du chef suprême des Armées et prendre par la même occasion ses directives pour la réussite pleine et entière de leur mission. Intervenant à ce propos dans son discours d'orientation, Ibrahim Boubacar Keïta a rappelé que la création de ce Collège est une volonté commune des cinq chefs d'État visant à mutualiser les efforts contre le terrorisme.

L'objectif sur le plan militaire est que « nous puissions être en capacité de défendre nos pays, nos populations, nos valeurs, de défendre l'aller et venir, la liberté de nos populations », a insisté le président Keïta.

Pour y arriver, les militaires seront, a assuré le président de la République, outillés afin de combattre ces « gens qui n'ont pas appris l'art classique, orthodoxe de la guerre, qui savent la malice, qui savent poser des engins explosifs improvisés » sur leur chemin de ravitaillement, sur le chemin des patrouilles, et qui, subitement, sortent des forêts pour attaquer les convois. « Vous apprendrez les mystères et les secrets de cette guerre asymétrique au Collège, pour le bonheur de vos populations », a indiqué Ibrahim Boubacar Keïta, ajoutant : « Ce sera à votre honneur, à vous stagiaires, une fois formés, de revenir dans vos différentes armées, avec cet esprit de rigueur pour défendre ces valeurs que nous portons au plus haut niveau, au plus haut degré ».

Introduit par le chef d'état-major général adjoint des Armées du Mali, le général Abdramane Baby, le directeur général du Collège de défense du G5 Sahel a témoigné que c'était la première fois qu'un chef d'État recevait les stagiaires de cet outil commun de formation des élites de nos armées. Pour le général mauritanien, Brahim Vall Cheibany, le Mali est le pays disposant « de l'expérience la plus riche qui se joue actuel-

Compagnie de la Circulation Routière (CCR) : Délinquance financière dites-vous ?



À la vue de la fréquence des accidents de circulation et du non-respect récurrent du code de la route, la compagnie de la circulation routière devrait constituer une source intarissable de recettes pour le trésor public. Hélas ! La réalité est toute autre.

À la compagnie de circulation routière, la perception et l'affectation des ressources n'obéit à aucune loi. 100 000 FCFA, 200 000 FCFA, voire 1 million de francs, personne, même pas le Commandant de la CCR, ne semble connaître avec précision le montant des recettes journalières de la compagnie. La difficulté résulterait du mode de perception des recettes, qui, pour la plupart ne sont pas enregistrées.

En effet, on le sait, dans la circulation, les flics sont de véritables « vampires ». Pour la simple raison qu'ils ne délivrent de reçu qu'exceptionnellement à ceux (peu nombreux) qui le réclament. Mais, pour les autres (les plus nombreux) le jeu se fait à l'amiable : les carnets de perception des contraventions sont mis de côté et les agents de la CCR empochent directement leurs « dus ». D'ailleurs, les agents de la CCR proposent deux options à leurs « clients » : règlement à l'amiable sans reçu, ou règlement légal avec reçu. Puisque les frais du règlement à l'amiable sont moins onéreux, les contrevenants n'hésitent pas à opter pour cette alternative. Ce « règlement à l'amiable » est encouragé et entretenu par les « flics » eux-mêmes, à en croire ces propos d'un chauffeur de So-trama : « la seule solution pour s'en tirer est de leur mouiller la barbe, puisque même lorsqu'on est en règle, ils inventent des infractions ».

La preuve de ces pratiques très fréquentes est extrêmement difficile à prouver, puisqu'à la CCR, les agents ne justifient que les perceptions de contraventions pour lesquelles ils ont délivré des reçus.

Dans ces conditions, on peut le deviner, le trésor public ne recouvre que des miettes, pendant que les agents rançonneurs de la CCR s'engraissent. C'est pourquoi, jadis présentée comme la section la plus méprisée de la police, aujourd'hui, la CCR est la plus convoitée par « les flics ».

Que font nos autorités face à la situation ? Rien. Le racket de la police, de la gendarmerie et de la douane est une réalité devenue un phénomène naturel au Mali. Il faut faire avec ou... s'exiler.

■ Malick Camara

lement sur le terrain dans le domaine de la lutte contre le terrorisme et du crime transfrontalière».

■ Cheick M. TRAORÉ

Défection au RPM : Le député Moussa Diarra démissionne



Sur fond de tension autour de sa candidature aux législatives prochaines, l'honorable Diarra affirme avoir démissionné du parti du Tisserand pour maintenir le flambeau et continuer le travail qu'il a commencé. L'information a été rendue publique, le vendredi 14 février, à la faveur d'un point-presse, à la permanence des députés en Commune IV du District de Bamako.

Déposé au profit d'un autre jeune du parti, en l'occurrence, Boubacar Magassouba, le vice-président du Bureau national de la jeunesse RPM, non moins Président de la commission du travail, l'emploi, la promotion de la Femme, la Jeunesse, des Sports et la protection de l'enfant de la 5e législature, l'honorable Moussa Diarra, a préféré rendre le tablier par lettre en date du 11 février 2020 adressée au BPN-RPM. Il a rendu public sa démarche lors de la conférence en affirmant avoir démissionné du Bureau politique national et de toutes les instances du parti présidentiel. Cette décision, explique-t-il, fait suite à son ambition de participer aux élections législatives en cours.

Il était convenu, dit-il, d'annuler toutes les candidatures retenues pour les législatives avortées de 2018, mais la section RPM de la Commune IV, lors d'une réunion récente, a décidé de maintenir le statu quo pour les élections législatives du 29 mars prochain. Une décision que le démissionnaire dit avoir été prise par la section pour l'écarter de la course à l'hémicycle. En effet, si le député Diarra n'a pas postulé en 2018, c'est parce qu'il était persuadé que lesdites élections étaient vouées au report. Il indique par ailleurs avoir senti son exclusion du parti et par conséquent le besoin d'aller tenter ses chances ailleurs.

Il a ainsi débarqué avec armes et bagage à la Codem pour une candidature à sa propre succession sous les couleurs de son nouveau parti et avec comme colistier Moussa Asmy Sangaré de l'ADP-Maliba.

Par-delà ses explications, il semble qu'un autre facteur ait donné des accents singuliers à la démission du député. Aux journalistes français qui voulaient savoir s'il ne tient pas un double langage au plus haut sommet de l'Etat malien et «si les Français ne servent pas de boucs émissaires aux insuffisances de l'Etat malien», dans une interview accordée à nos confrères de RFI, le Président IBK avait présenté le député Moussa Diarra comme un singleton anti-malien en rupture de ban au

Législatives 2020 : La CMA s'oppose à la tenue des élections législatives sans les régions de Ménaka et Taoudéni



Dans un communiqué publié suite à une rencontre à Kidal la semaine dernière, la Coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) a annoncé qu'elle s'oppose à la tenue des élections législatives « dans ce format et dans ces conditions de violation grave de l'Accord pour la paix issu du processus d'Alger ».

La coordination des mouvements de l'Azawad (CMA) dénonce notamment la non prise en compte par le gouvernement malien des régions de Taoudéni et de Ménaka lors des élections législatives prévues aux mois de mars et avril prochains. Les cercles de Almoustarat à Gao et celui de Achibogho à Kidal ne sont également pas pris en compte par l'Etat malien pour tenir les élections législatives.

sein de la majorité présidentielle. «Un député de la majorité, un ex-député de la majorité, en rupture de ban peut s'égarer et dire ce qu'il veut. Vous parlez du député Diarra, il est un singleton. Je ne crois pas que d'autres députés de la majorité aient été vus dans ces affaires-là. Bien sûr qu'un élément suffit pour que l'on en fasse tout un tas de problèmes. Je dis ceci très clairement, je dis qu'aujourd'hui, dans la situation où se trouve le Mali, que certains puissent s'aviser de donner dans ce cœur-là, que les forces dites étrangères partent du Mali, que les éléments étrangers partent du Mali, n'est pas du tout dans l'intérêt du Mali, c'est anti-malien, et par contre, cela sert les intérêts de ceux qui, dès l'abord, l'avaient demandé.» Et de se poser la question de ce que serait le Mali et les Maliens aujourd'hui sans Serval. Et d'affirmer au passage que le Président français le connaît assez bien pour savoir que lui IBK ne passe pas par des subterfuges pour lui dire ce qu'il n'aurait pas le courage de lui dire.

Quoi qu'il en soit, le divorce est consommé entre IBK et le jeune député dont les relations n'ont jamais été au beau fixe, apprend-on. Et cette sortie médiatique semble être la raison parmi tant d'autres ayant donné des accents d'une rupture totale à la démission du député Moussa Diarra.

■ Amidou KÉÏTA

Université de Kabala : Un membre influent de l'AEEM exclu pour avoir frappé un Prof

Tristement célèbre sous le sobriquet de "PCC", il a été mis fin aux études de Oumar Timbiné sur décision du conseil de discipline de l'université des lettres et des sciences humaines de Bamako. Le jeune homme faisait la Licence 3 philosophie et a été exclu pour avoir été le cerveau de l'agression d'un de leurs professeurs.

Les faits remontent au lundi 23 décembre 2019 à l'Institut Polytechnique du Mali (IPM), sis à Kalaban-Coro où l'université des lettres et des sciences humaines de Bamako loue des salles de classes. Ce jour, un jeune professeur de linguistique y a été agressé physiquement par des éléments de l'AEEM. A l'origine de l'altercation, rapporte un site internet, une "banale histoire des toilettes".

Pour manque d'indication à l'entrée des toilettes, l'erreur du jeune Professeur a été d'avoir utilisé celles des filles. A sa sortie (des toilettes), il est tout de suite verbalisé par un groupe d'étudiants appartenant à un comité de l'AEEM. De violences verbales, le jeune professeur est ensuite agressé physiquement sur les mêmes lieux dans les couloirs.

A la suite de cette première agression, le groupe d'étudiants présente des excuses, mais dans la même journée ils reviendront à la charge en agressant le même professeur qui rentrait chez lui. Tabassé avec gourdins, ceintures et chaînes de moteur, l'acte ignoble a été condamné par



le corps professoral de l'université qui, à travers des grèves, a exigé que les auteurs soient punis. Ce qui vient d'être fait.

S'ils étaient nombreux à poser ensemble l'acte, Oumar Timbiné a décidé d'assumer lui seul, refusant de donner le nom de ses complices. Il a été exclu par le conseil de discipline de l'université et s'en va avec zéro diplôme, le système LMD étant désormais en cours.

Dans la même veine, trois autres étudiants ont été suspendus pour une année, non pas dans l'affaire de l'agression du professeur, mais pour des faits d'arnaque sur d'autres étudiants et de violences verbales à l'endroit des professeurs.

■ Djibi Samaké

SAMA
transfert d'argent

Transfert d'argent

ECONOMISEZ JUSQU'À
40%
SUR VOS FRAIS DE
TRANSFERT D'ARGENT

www.sama.money

Assurés et Prescripteurs, Attention à la fraude !



La CANAM rappelle à tous que toute fraude commise pour accéder aux prestations est punie par les dispositions de la loi N°09-015 du 26 Juin 2009.

La CANAM sait compter sur la compréhension de tous

Office Central de Lutte Contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) : Conférence de Haut Niveau sur la lutte contre la corruption en Afrique



C'est en partenariat avec l'Office des Nations Unies contre la Drogue et le Crime (ONUDC) que l'OCLEI organise la première Conférence de haut niveau contre la corruption en Afrique. L'évènement se tiendra les 26, 27 et 28 février 2020 à Laico hôtel de l'Amitié de Bamako sous la présidence du premier ministre Boubou Cissé.

Elle vise à favoriser le partage d'expériences et le développement d'une synergie d'actions entre les organismes de lutte contre la corruption pour obtenir des résultats tangibles. Il sera question entre autres des instruments internationaux et sous régionaux de lutte contre la corruption, de l'élaboration, de la mise en œuvre et du suivi des stratégies nationales de lutte contre la corruption, des bonnes pratiques en matière de recouvrement d'avoirs et de coopération internationale ainsi que du cadre juridique et institutionnel de la lutte contre l'enrichissement illicite au Mali. Y seront présents, les chefs des autorités nationales, membres du Réseau des Institutions Nationales de Lutte contre la Corruption de l'Afrique de l'Ouest (RINLCAO) et des représen-

tants d'organismes internationaux, régionaux et sous régionaux impliqués dans la lutte contre la corruption.

Il faut reconnaître que la corruption menace sérieusement l'intégrité des marchés et sape la concurrence loyale, ainsi, elle détruit la confiance du public et porte gravement atteinte à la primauté du droit. La corruption est un obstacle au développement économique d'un pays et crée des frustrations d'honnêtes citoyens.

La République du Mali a trouvé une riposte appropriée à ce phénomène, par la décision des plus hautes autorités d'une part de ratifier la Convention des Nations Unies contre la Corruption signée le 09 novembre 2003 à Merida au Mexique, à travers la Loi n° 05-043 du 22 Juillet 2005, portant ratification de l'Ordonnance n°05-013/P-RM du 22 mars 2005, autorisant la ratification de la Convention des Nations Unies contre la Corruption et d'autre part, la création de l'Office Central de Lutte contre l'Enrichissement Illicite (OCLEI) par Ordonnance n° 2014-015/P-RM en date du 27 mai 2014 et la signature du décret n° 2015-0719/P-RM du 09 novembre 2015 qui en fixe l'organisation et les modalités de fonctionnement.

Cette conférence de haut niveau permettra à l'OCLEI et ses partenaires de vulgariser au Mali les mécanismes mis en place par les instruments juridiques internationaux pour la lutte contre la corruption, d'échanger sur les bonnes pratiques d'élaboration, de mise en œuvre et de suivi des stratégies nationales contre la corruption. Elle servira d'espace pour renforcer la synergie et la complémentarité entre les institutions nationales d'une part, et entre ces dernières et celles régionales et internationales, d'autre part, dans le cadre de la lutte contre la corruption, le blanchiment de capitaux et l'enrichissement illicite. Et surtout promouvoir la bonne gouvernance, la responsabilité, la transparence, l'intégrité et l'éthique dans tous les secteurs de la société.

Au sortir de cette conférence de haut niveau, l'OCLEI et ses partenaires seront outillés et surtout ils seront au même niveau d'information dans la lutte contre la corruption et l'enrichissement illicite.

■ Mactar Sow



Direction nationale des domaines : Un montant de 123,522 milliards mobilisé

Sans conteste, la direction nationale des domaines s'illustre comme étant l'un des services de l'Etat qui permet d'insuffler une nouvelle dynamique à l'économie de notre pays, cela, malgré la conjoncture économique. Elle est parvenue à atteindre son objectif budgétaire au titre de l'exercice 2019, voire même le dépasser. C'est sous la houlette d'Ibrahim Simpara, officier de l'ordre national que la direction des domaines a engrangé la meilleure prouesse en termes de mobilisation des ressources financières.

Comme dans une symphonie, tous les agents du service des domaines ont joué sa partition permettant ainsi de renflouer les caisses du trésor public. Cette mobilisation de recette fiscale révèle est la preuve patente que le service des domaines est une structure vitale pour l'économie du Mali. Ce résultat probant n'a pas passé sous silence parce qu'il a été salué à sa juste valeur par le ministre délégué chargé du budget, à travers une lettre de félicitation dont nous nous sommes procurés une copie.

Mme Barry Aoua Sylla, ministre délégué chargé du budget, a fait montre de sa capacité de mobilisation des ressources financières. « L'examen du tableau définitif produit le 31 décembre 2019 par la direction nationale du trésor et de la comptabilité publique relativement aux encaissements et recouvrements de recettes budgétaires effectués au titre de l'exercice 2019, m'a permis de constater, avec une réelle satisfaction, que la direction des domaines a réalisé, sous le leadership éclairé du directeur national des Domaines, un montant de 123,522 milliards sur un objectif assigné de 123,365 milliards de francs CFA, exclusion faite de la somme de 50 milliards FCFA liée à la 4ème licence de téléphonie mobile dont le processus d'octroi est toujours en cours. Il en résulte un taux de réalisation de 100% et un excédent de 157 000 000 FCFA », s'est-elle félicitée.

« Je saisi cette belle occasion pour adresser mes sincères félicitations au directeur national des domaines. Je joins à ce témoignage du mérite l'ensemble des responsables et agents des différents services relevant de la direction nationale des domaines. Je voudrais également exhorter le directeur national des domaines à persévérer dans cette voie qui, du reste, est la seule à permettre le financement pérenne et durable des nombreuses ambitions politiques publiques initiées par le gouverne-



ment et le relèvement des nombreux défis de l'heure », a-t-elle conclu.

A noter que c'est le ministre des Domaines et des Affaires foncières, qui a été le premier reconnaître la prouesse de la direction nationale des domaines sous l'impulsion de son jeune directeur. A ce rythme, l'espoir est permis pour la réalisation de tous les grands chantiers de

développement en cours dans notre pays. Bien évidemment, le développement d'un Etat se mesure à travers la bonne santé de son économie. Malgré la crise protéiforme, l'économie affiche de bonnes perspectives.

■ Ibrahim Sanogo

Processus budgétaire : Un site web du budget lancé !

La conférence du processus budgétaire 2021 de notre pays a été lancée, lundi dernier, dans un hôtel de la ville. L'ouverture des panels a été inscrite au programme de la conférence qui a été marquée par le lancement du site web du budget national. C'était en présence du Chef de file des PTF, l'ambassadeur de l'Allemagne au Mali, Dietrich Paul.

Avant l'entame des propos, le ministre délégué de l'Economie et des Finances, chargée du Budget, Mme Barry Aoua Sylla a procédé à la coupure virtuelle du ruban en activant le www.budget.gov.ml pour le rendre accessible à la population malienne. Cependant, l'objectif de la conception de ce site, selon le DG du Budget national, Sidiki Traoré, est d'assurer la transparence dans les dépenses publiques, puisque la plateforme permet au public de suivre les décrets et lois ainsi que les documents téléchargeables justifiant toutes les actions budgétaires de l'Etat. Pour le ministre, Mme Barry Aoua Sylla, le conseil macroéconomique prédit que le budget 2021 est caractérisé par une légère amélioration de la croissance mondiale qui devrait passer, selon les estimations, de 2,9 % en 2019 à 3,3% en 2020 et 3,4% en 2021. Au niveau de la zone UEMOA, affirmera-t-elle, l'économie a enregistré une croissante commune, ces dernières années, portée essentiel-

lement par les investissements du pays. L'inflation a été faible, nettement inférieure aux critères des exigences communautaires de 3%.

Les perspectives économiques au sein de notre union 2020, selon elle, restent favorables à notre croissance estimée à 5% aux conditions dénigrement pour la violation des affaires, la promotion de l'investissement privé et l'élaboration de la gouvernance.

Au plan national, les performances économiques récentes qui sont poursuivies avec un taux de croissance de 5% en 2019 grâce au dynamisme du secteur privé. L'inflation estimée de la même année s'élève à 1,6%.

S'agissant de l'expression budgétaire 2019, la mobilisation des recettes fiscales s'élève à 14,9% du PIB. L'exécution des dépenses a été contenue, soit 0,6% du PIB contre une prévision de 22,6% en 2019.

En ce qui concerne l'année 2020, l'amélioration de l'exécution budgétaire se traduira par un

double objectif d'intensification de la ressource intérieure et de la maîtrise des dépenses.

De 2021, les perspectives macroéconomiques du Mali incitent à la mise en œuvre de la politique budgétaire, de façon prudente, et constituent un léger recul, estimé à 1,8% contre 4,9%. Quant à l'inflation, elle reste toujours inchangée par rapport à 2020.

Selon le diplomate allemand, le Mali a besoin de plus de revenus pour pouvoir faire face au défi démographique. L'appui des PTF, même augmenté les dernières années, ne peut seulement contribuer qu'à une partie des besoins pour financer le système éducatif, permettre l'accès à l'eau et à la santé pour tous ou investir dans les infrastructures. Il a tenu à réaffirmer toute la disponibilité et l'accompagnement des PTF au gouvernement du Mali dans ses efforts de développement, de retour de la paix, de la sécurité et de la bonne gouvernance.

Pour terminer, les panélistes ont abordé quatre thématiques, à savoir « l'Amélioration de la programmation budgétaire pour l'atteinte du dividende démographique », « le Bilan de la mise en œuvre de la période transitoire du budget-programmes », « la Problématique de la gestion des investissements en mode AE/CP » et « la Budgétisation sensible au genre : enjeux et défis ».

■ Ibrahim Sanogo



Réunion d'Urgence des Ministres de la Santé des Pays de la CEDEAO : Renforcer les capacités des agents de l'OOAS, afin de surveiller et détecter les épidémies, précocement

Renforcer les capacités des agents de l'OOAS, afin de surveiller et détecter les épidémies, précocement. Dans le cadre de son plan de préparation et de réponse à l'épidémie de coronavirus, l'Organisation Ouest Africaine de la Santé (OOAS), en collaboration avec le Ministère malien de la santé a organisé le vendredi 14 février dernier à l'Hôtel Sheraton la cérémonie d'ouverture de la Réunion d'Urgence des Ministres de la Santé des Pays de la CEDEAO sur la préparation et la réponse à l'épidémie de Coronavirus ou Covid-19, partie de la Chine, mais dont la menace pèse aujourd'hui sur le monde entier. Cette réunion était présidée par le Premier ministre Dr Boubou Cissé.

C'était en présence des membres du Gouvernement ; les Ministres en charge de la Santé de la CEDEAO ; l'Ambassadeur de la République Populaire de Chine ; le Directeur de l'Organisation Ouest africaine de la Santé, M. Stanley Okolo ; des membres des cabinets ministériels ; le Maire de la CIV du district de Bamako ; les Partenaires techniques et financiers ; les Représentants des Institutions impliquées dans la mise en œuvre du RSI ; les experts et les représentants de la société civile.

Cette rencontre convoquée en extrême urgence témoigne de l'esprit d'anticipation et de l'engagement sans faille à la résolution des problèmes de santé, des acteurs de la santé. L'objectif était de promouvoir une initiative commune pour prévenir l'introduction de la maladie par la mise en place des différents dispositifs, stratégies et sensibiliser la population au niveau national et sous régional sur la conduite à tenir face à ce fléau. Aussi, d'harmoniser les stratégies régionales de préparation pour la prévention, la détection précoce et le contrôle du nouveau coronavirus (Covid 19).

Selon les termes de références : le 31 décembre



bre 2019, le bureau des pays de l'OMS en Chine a été informé de cas de pneumonie d'étiologie inconnue dans la ville de Wuhan, province du Hubei en Chine. Entre le 31 décembre 2019 et le 3 janvier 2020, 44 cas de pneumonie d'étiologie inconnue ont été signalés à l'OMS par les autorités locales. Les premières enquêtes établissent un lien épidémiologique des cas avec le marché de gros de Huanan Seafood où, il y avait également la vente d'animaux vivants. Le 7 janvier 2020, un nouveau coronavirus (Covid 19) a été identifié comme l'agent causal. Depuis le 13 janvier, l'épidémie a commencé à se propager à l'extérieur de la Chine et au 30 janvier 2020, 18 pays sont touchés. L'OMS signale que le risque est très élevé en Chine, élevé au niveau régional et mondial, y compris dans la région de la CEDEAO. Le 30 janvier 2020, le Directeur général a déclaré que l'épidémie de Covid 19 constituait une urgence de santé publique de portée internationale (USPPI). Face à la transmission interhumaine associée à la propagation rapide dans un contexte de mondialisation, il devient urgent pour chaque pays de mettre en place des outils de surveillance et de diagnostic ciblant le nouveau coronavirus afin de mieux préparer la réponse à d'éventuels cas ou épidémie.

Pour sa part, le Premier ministre Dr Boubou Cissé a affirmé que : la récente crise sanitaire

en Afrique de l'Ouest, causée par la maladie à virus Ebola a fait environ 28 000 cas avec 11 000 décès. En Guinée, au Liberia, en Sierra Leone, au Sénégal et au Mali, cette épidémie a démontré non seulement les limites de nos systèmes de surveillance, mais aussi a mis en évidence la nécessité d'une collaboration entre nos pays dans la gestion des problèmes de santé.

Il dira que depuis 2008, une dizaine d'organisations internationales dont l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO), l'Organisation mondiale de la Santé Animale (OIE) et la Banque Mondiale, ont élaboré un cadre de référence fondé sur le concept « Une seule santé ».

À l'en croire, son but est de faciliter l'atteinte des objectifs du Règlement Sanitaire International (RSI, 2005), des Performances des Services Vétérinaires (PVS) et du Programme Mondial de la Sécurité Sanitaire (GHSA), avec une mission qui est de coordonner dans une approche Multi sectorielle et multidisciplinaire toutes les interventions sanitaires en vue de prévenir, de détecter et de riposter à toutes les maladies émergentes et ré-émergentes à potentiel pandémique.

■ Aïssétou Cissé

Le CDR de Ras Bath aux anges

Les deux jeunes leaders, Rasta et Bandjougou DOUMBIA, s'étaient insultés très méchamment à cause de IBK. L'on s'aperçoit que malgré les réconciliations spectaculaires, les CDR n'avaient pas oublié. La roue vient de tourner en leur faveur. Et ils ne boudent pas leur plaisir !



Il y a environ trois ou quatre années, Mohamed Youssouf BATHILY, alias Ras Bath ou Rasta, et Bandjougou DOUMBIA dit Nourroudine (lumière de l'islam) s'étaient jetés des injures publiques à faire fuir une fripouille. La première cité est activiste et officie à la tête du CDR (Comité de Défense de la République) qui a fait plier IBK en 2017 (avec les autres opposants). Le second est un prêcheur et jeune leader de regroupement musulman. Un marabout très côté avec des dreadlocks. Les deux jeunes leaders au sommet de leur art s'étaient violemment affrontés sur fond de soutien et d'opposition à IBK. Divisant le Mali en trois camps : ceux qui soutiennent l'une des deux chapelles avec passion et aveuglement et les désabusés qui les mettent dos à dos. «Ce sont les poissons du même marigot », a dit l'un d'entre eux et un autre a épilogué : «Qui se ressemblent, s'assemblent » (pour rappeler que c'était une ancienne amitié qui

venait de casser).

Deux ans après, IBK a «gagné » les élections présidentielles (après un passage très périlleux en 2017). Les Bandjougou DOUMBIA et assimilés en ont dansé la farandole par la joie et la liesse de la victoire de leur camp. Ras Bath et son CDR, qui avaient misé sur le cheval Soumaïla CISSÉ, le chef de file de l'opposition et candidat de l'URD aux présidentielles 2018, avaient mordu la poussière. Le camp IBK n'a pas eu la victoire modeste.

Une joie n'arrivant jamais seule, en 2019, hier tout près donc, IBK a décoré son jeune tireur nocturne sur le chapelet kilométrique : Chevalier de l'ordre national. Il avait déjà bénéficié d'un « Logement social » (auxquels n'accèdent que les happy few triés sur le volet). Il faut en effet être, au Mali, un «quelqu'un » ou le «quelqu'un » d'un grand «quelqu'un » pour avoir un «Logements sociaux ». La preuve est donc faite que Bandjougou n'était plus un des

maliens lambda.

Mais, ne voilà-t-il pas que, comme un diable sorti de sa boîte, ce même Bandjougou opère la sortie dont nous avons rendu compte hier, brise le silence et tient des propos qui ont même interdit aux plus grands opposants au régime d'applaudir. Le prêcheur a franchi le Rubicon et très peu ont pris sa défense. Même si cela ne veut pas dire que les rangs des soutiens de celui qui a menacé IBK de mort avec le 'SOUDJOUROU' (lance-roquette mystiques et islamique) est désertique.

On sait que cette sortie a valu au prêcheur la visite de la Brigade d'investigation judiciaire (BIJ) qui l'aurait sorti de chez lui quasiment nu, coupé ses tresses et chargé dans un véhicule comme un sac de pomme de terre : sans ménagement. Le marabout aurait été humilié (ça n'est pas bien, bien sûr, sauf pour le martyr) devant tout le monde. Bandjougou DOUMBIA et ses disciples présents ont tous été chargés pour le poste pour interrogation avant le passage devant le procureur. C'est une disgrâce, une descente aux enfers. Un spectacle féérique pour certains.

Les partisans du Rasta ont suivi tout ce qui arrive au disgracié avec délectation et sans perdre une seule miette. Toutes les structures du CDR ont été aussitôt inondées de tous les détails de la tombée dans la disgrâce de l'ennemi irréductible. Les adeptes du 'Guide' Ras Bath ne se sont pas montrés avares de commentaires salés, poivrés et vengeurs sur la sortie de Bandjougou du paradis « IBKsique ».

Donnons la parole à un internaute CDR pour en avoir un échantillon : « En 2016, c'est Bandjougou qui avait fait des injures très graves à Rasta pour défendre IBK. En 2020, c'est ce même Bandjougou qui sort pour insulter IBK, faire l'apologie du terrorisme (...) ».

Si vraiment un groupe de maliens a été content des malheurs de Bandiougou DOUMBIA, c'est bien celui des militants du CDR. Or, après les injures, les deux leaders de jeunes s'étaient réconciliés et avaient affiché leurs retrouvailles pour signifier que l'amitié était revenue au beau fixe. Ce qui leur avait valu cette sortie d'un observateur assidu des scènes maliennes : « Les oiseaux de même plumage volent ensemble ». On s'aperçoit que le peuple CDR n'avait pas digéré le passé.

■ Amadou TALL

Crise malienne : Cheick O. Sissoko dénonce le Démon français



La crise malienne entretient une littérature abondante particulièrement de ceux qui se proclament « spécialistes du Mali ou du Sahel » et dont la plupart n'y ont jamais mis les pieds. Depuis quelque temps, ce sont des intellectuels maliens qui prennent la parole pour se pencher sur une crise qui menace les fondements mêmes de la République. Ces Maliens dénoncent sans ambages la duplicité de la communauté internationale qui a pris fait et cause pour les terroristes touaregs de Kidal. Dans cette crise où les intérêts stratégiques et économiques sont prépondérants, certains vont jusqu'à prôner la création d'un État fédéral du Mali, ignorant que la majorité des populations du nord du Mali sont favorables à un État du Mali Un et Indivisible. Cheick Oumar Sissoko, cinéaste de renommée internationale et ancien ministre de la Culture du Mali, vient, dans une « Lettre ouverte au Peuple malien », de contribuer à la compréhension de la crise que connaît le Mali depuis plusieurs décennies et qui semble avoir été planifiée, organisée, mise en œuvre et exécutée par les ennemis des Maliens avec en tête le « démon français ».

Cheick Oumar Sissoko est convaincu que la crise malienne est un vaste complot ourdi par ceux qui ont de grands intérêts économiques et

stratégiques au Mali et dans le Sahel. L'ancien ministre de la Culture du Mali appelle ces ennemis de la nation le Démon, lequel arme les bras des tueurs qui sévissent au Mali, au Burkina Faso et au Niger. « Le démon veille. La Communauté Internationale, la France en tête, est ce démon qu'il faut exorciser. Elle veut nous détruire pour leurs intérêts ». Comme Salif Keita l'artiste, comme l'Honorable Oumar Mariko et de nombreuses associations de la société civile, Cheick Oumar Sissoko dénonce le double jeu

de la France au Mali et dans le Sahel. C'est ainsi qu'il écrit : « Cette guerre a été longuement réfléchie, minutieusement préparée par un Etat qui a conscience de ses intérêts à court, moyen et long terme, comme il le fit en Côte d'Ivoire dans les années 2000, avec l'appui de la communauté internationale et du Capital financier, contre les Présidents Bédié et Gbagbo. L'Etat français, dans la défense et la préservation de ses intérêts, et c'est une constance, est à l'origine de cette guerre. Il en est le maître d'ouvrage. Il l'a suscitée et il s'y est directement engagé après avoir incité nos Autorités de la Transition à lui adresser une invitation à intervenir pour nous "sauver", ce qu'il fit en un temps record, violant allègrement les lois de la République, si chères, pourtant, à ses yeux ». Cheick Oumar Sissoko dénonce un complot ourdi par la France et qui remonte aux lendemains des indépendances. Cependant, ce complot n'a été possible que parce que les responsables politiques ont trahi leur peuple. Ainsi il écrit : « nos responsabilités dans ce qui nous arrive sont grandes. En fait, nous récoltons ce que nous avons semé depuis 1968. La France a œuvré à l'instauration de régimes à sa dévotion : 1968 Charles de Gaulle et Jacques Foccart ; 1992 François Mitterrand ; 2013 François Hollande. Nous, leaders politiques et de la société civile nous avons accepté leur diktat pour nos intérêts particuliers. L'armée a été spécifiquement cassée pour ce qui en restait en 1991 par nos soins sur la demande de la France soucieuse de tracer un grand boulevard pour la rébellion qu'elle n'a jamais cessé de préparer. Elle est même arrivée à maintenir dans le Pacte National de 1992 l'appellation AZAWAD citée déjà





en 1991 dans l'Accord de Tamanrasset 1991 pour désigner le territoire imaginaire des rebelles. Ce travail avait été ficelé par Edgar Pisani dans une rencontre avec les rebelles à Paris en 1990 avec le déclenchement de la 2e rébellion en 1989-1990. Edgar Pisani était alors Conseiller de François Mitterrand qui le fit justement envoyer en 1991-92 participer avec Ahmed Baba Miské, aux travaux d'élaboration dudit Pacte National que la transition avait tenu à organiser sur notre territoire en 2 phases à Ségou et à Mopti ».

Ainsi, on pourrait même comprendre l'attitude de la France. Dans un monde dominé par la Grand Capital, la France, comme toutes les autres grandes puissances, travaille à sa prospé-

rité. Elle va chercher loin de chez elle ce qu'elle n'a pas et dont elle a grandement besoin pour maintenir sa place de puissance militaire et économique. Et les anciens pays colonisés dont les sous-sols regorgent de minerais stratégiques comme l'uranium et le pétrole sont les terrains favoris de la France d'autant que leurs dirigeants ne sont pas toujours des exemples de patriotisme pour leurs concitoyens. Cheick Oumar Sissoko dénonce donc le jeu de la France mais n'oublie pas ses compatriotes qui rendent ce jeu possible. « Il nous faut reconnaître nos déviations, erreurs et autres trahisons qui ont plongé notre pays et le Sahel dans la MERDE TOTALE. Et ce n'est pas fini. Avec le déclin de l'Etat islamique au Moyen Orient, le risque est

grand de voir l'Etat islamique pour le grand Sahara – EIGS – se renforcer et faire de notre région le sanctuaire de tous les terroristes de la terre. Il faut s'y préparer avec des armées modernes, équipées, structurées. C'est le rôle de notre état aujourd'hui faible. Il a besoin d'être fort avant toute autonomie ou fédéralisme qui nous conduirait inévitablement au chaos.

Nous avons beau dénoncer la France, nous ne pouvons pas oublier de balayer devant notre porte. Et il faut arrêter de faire la politique de l'autruche », écrit-il.

Cheick Oumar Sissoko, dont on sait la propension progressiste, est convaincu que le Mali d'aujourd'hui ne peut se relever sans une armée forte et bien équipée, une armée débarrassée de la corruption tant politique que militaire. Selon lui, l'armée malienne doit retrouver son lustre d'antan quand le Président Modibo Kéita l'a créée en chassant les soldats français de toutes les bases militaires coloniales le 20 janvier 1961. Car, comme l'a dit le Premier Président du Mali indépendant, aucune nation ne saurait être libre avec des troupes étrangères sur son sol : « le 21 Août 1964, le Président Modibo Keita déclarait lors d'une conférence de presse : " Nous sommes persuadés que ce qui sera mortel pour l'Afrique, donc pour nous tous, ce sera le développement de l'intervention étrangère. Or, nous savons qu'aucun peuple ne peut accepter d'être humilié, de se sentir chaque fois sous la domination d'une puissance





étrangère, d'un autre peuple. C'est le cas actuel du Congo. Personnellement, je dois vous dire que je suis très inquiet de cette situation, non seulement pour le Congo lui-même, mais aussi pour les Etats voisins et plus tard pour nous tous ». Cependant, l'ancien ministre de la Culture du Mali sait qu'une armée forte n'est compatible qu'avec un État fort. C'est pourquoi, estime-t-il, il faut des mesures d'assainissement préalables au sein de l'appareil d'État qui passent par la réduction du train de vie de l'État mais surtout « Il faut aussi tuer la corruption » qui gangrène tout au Mali.

Le nœud de la crise sécuritaire au Mali est Kidal et sa région où une poignée de rebelles terroristes, avec le soutien de la communauté internationale, impose sa loi à la majorité acquise à la cause du Mali. Ainsi Cheick Oumar Sissoko est convaincu qu'il faut libérer Kidal du joug des terroristes en y restaurant l'autorité de l'État malien « avec une forte administration civile et militaire appuyée par les troupes de la CEDEAO qui ne vont pas faire le jeu de la Communauté Internationale comme dans la guerre contre la Côte d'Ivoire et Laurent Gbagbo ». Cependant pour l'ancien ministre malien de la Culture, l'armée malienne reconstituée entièrement dominée par les rebelles terroristes touaregs et sous leur commandement n'est pas le retour de l'autorité de l'Etat à Kidal. C'est ainsi qu'il écrit : « C'est clair : en perspective, « l'armée malienne

reconstituée » ne sera pas le retour de notre Armée Nationale adéquatement équipée, sécurisée et au moral requinqué, c'est-à-dire notre puissant outil de défense et l'instrument majeur de notre souveraineté nationale mais plutôt une armée ethnique et antirépublicaine. On comprend mieux l'intervention de Mossa ag Attaher délégué CMA- Coordination des Mouvements de l'Azawad, au dialogue national inclusif. Il y avait déclaré avec force l'attachement des rebelles au Mali, à son intégrité. C'est encore de la duplicité. Ils occupent encore à ce que je sache Kidal, et attendent à ce qu'on fasse à leur petite minorité une place honorable. Eux et leurs conseillers et amis ont surtout compris la détermination du Peuple Malien dans son combat contre leur complot qui est loin d'avoir pris fin ».

Cheick Oumar Sissoko est favorable à l'intervention de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) dans la gestion du cas de Kidal au Mali. S'appuyant sur les déclarations du Président nigérian Mahamadou Issoufou selon lequel « La CEDEAO ne peut accepter la déstabilisation d'un pays membre » et surtout que les attaques contre son pays, le Niger, partent de Kidal, l'ancien ministre malien de la Culture se demande pourquoi l'on tarde à « convoquer une réunion au sommet de l'organisation régionale pour Kidal ». Car, écrit-il, « Y a-t-il plus déstabilisant que ces

milliers de morts civils et militaires, que ces milliers de blessés, que ces milliers d'exilés, que ces milliers d'enfants qui ne vont plus à l'école dans nos pays ? Y a-t-il plus déstabilisant que cette guerre qui nous est imposée et qui détruit nos systèmes de production, de consommation et d'échanges ? Y a-t-il plus déstabilisant que cet immense trafic de drogues et d'armes qui envahit et pourrait toute la CEDEAO? ».

Dans sa conclusion, Cheick Oumar Sissoko apparaît plus que jamais comme un africaniste convaincu. La solution à la crise que connaît le Sahel passe par une gestion de la CEDEAO et une prise en main de la gestion de la crise au Sahel par les Africains en premier lieu car, écrit-il, « On n'est jamais bien servi que par soi-même ». La crise étant sahélienne et africaine, Cheick Oumar Sissoko prône une solution sahélienne et africaine. Cela n'exclut pas l'intervention de pays amis de la communauté internationale mais pour l'ancien ministre malien de la Culture, des pays comme l'Algérie et la France ont montré à suffisance qu'ils ne sont pas neutres dans la guerre contre le terrorisme au Mali. Ainsi, la clé de la crise au Sahel est entre les mains des Sahéliens. Il suffit seulement d'un peu plus d'honnêteté, de loyauté et une bonne dose d'audace.

■ **DIALA THIÉNY KONATÉ**

Sahel-Djihadisme : Pour Tiébilé Dramé, le Mali explore toutes « les options pour la paix »



Dans un entretien avec APA, le ministre malien des Affaires étrangères, Tiébilé Dramé, dresse l'état des derniers développements de la crise au Sahel et explique pourquoi le gouvernement de Bamako n'est plus opposé à une discussion avec les jihadistes.

Lors du Sommet de l'Union Africaine à Addis-Abeba, en Éthiopie, tenu les 9 et 10 février 2020, le président malien Ibrahim Boubacar Keïta a affirmé que le Sahel constitue une digue contre la menace jihadiste qu'il faut absolument protéger. A-t-il été entendu ?

Ce sommet a été un moment important de prise de conscience de la gravité de la situation sécuritaire au Sahel, de la gravité de la menace qu'elle représente pour le continent et pour le reste du monde. En première ligne, les pays du Sahel sont dans la posture de la digue qui ne doit pas céder.

Beaucoup d'intervenants ont déploré le manque de solidarité entre Africains face à la menace jihadiste. Avez-vous ressenti une détermination des Africains à aider les pays du Sahel pour combattre la menace ?

Je vous ai parlé d'une prise de conscience. De toutes les déclarations des leaders, il est apparu que l'Afrique ne veut plus être désormais une spectatrice. Elle veut jouer les premiers rôles. Il reste à passer aux actes. La Communauté économique des États de l'Afrique de l'ouest (CEDEAO) a donné le ton. Le reste du continent suivra, je l'espère, très bientôt.

Lors du sommet de Pau (France) qui a réuni en janvier dernier, autour du président français Emmanuel Macron, les chefs d'Etat du G5 Sahel, plusieurs mesures ont été annoncées. Avez-vous

L'impression qu'il y a une réelle volonté des pays du Sahel de les appliquer ?

Pau a été un lieu d'engagements communs du Sahel et de la France. Un mois après, tout le monde peut voir que nous sommes entrés dans le temps des actes concrets. Le dernier exemple le plus significatif de cette nouvelle étape est l'entrée, le 13 février, des premières unités de la nouvelle armée malienne dans la ville de Kidal. C'est un pas important du processus de réunification et de stabilisation du Mali.

Qu'est-ce qui empêche, selon vous, les parties signataires à appliquer l'accord de paix d'Alger signé en 2015 ?

Cette question relève du passé maintenant. Le déploiement de nos forces armées reconstituées à Kidal est la preuve de la nouvelle impulsion donnée au processus d'Alger.

Certains pays africains réclament leur entrée dans le G5 Sahel, d'autres souhaitent un cadre plus large. Êtes-vous d'accord ?

La coalition pour le Sahel créée à Pau, le 13 janvier, est ouverte à tous ceux qui veulent apporter leur contribution à la lutte contre le fléau du terrorisme.

Le président Keïta, qui était opposé à toute idée de dialogue avec les jihadistes, a récemment changé d'avis. Pourquoi ?

Explorer les voies du dialogue avec les jihadistes maliens est une recommandation des forces vives du pays réunies en congrès du 14 au 22 décembre 2019. C'est une recommandation qui s'impose à tous. Le président de la République retiendra les meilleures options pour apaiser le pays et pour y restaurer la concorde. En résumé, il ne faut négliger aucune piste susceptible de nous conduire vers l'apaisement, la paix et la concorde.



Ouverture du dialogue avec Iyad Ag Ghali et Hamadou Kouffa : Des chefs de partis politiques se prononcent

Après le Haut représentant pour les Régions du Centre, Pr Dioncounda Traoré, le président de la République, Ibrahim Boubacar Keïta, s'est dit récemment favorable à l'ouverture d'un dialogue avec les chefs terroristes.

Que pensent les leaders politiques de cette démarche destinée à stopper la spirale de la violence dans notre pays?

Pr Tiémoko Sangaré, président de l'Adéma PASJ : «la situation requiert que l'on saisisse toutes les opportunités»

L'Essor : **Quelle analyse faites-vous de la déclaration du président de la**

République relative au dialogue avec Iyad Ag Ghali et Hamadou Kouffa ?

Pr Tiémoko Sangaré : L'analyse que j'en fais procède d'abord de la prise en compte des différentes opinions qui ont été exprimées à travers le pays, depuis la Conférence d'entente nationale jusqu'au Dialogue national inclusif (DNI). Mieux encore, la situation que connaît notre pays requiert qu'on fasse usage de toutes les opportunités qui peuvent s'offrir à nous. Aujourd'hui, la situation a fortement évolué. La crise est partie d'une rébellion pilotée par des citoyens maliens, avec des revendications politiques. Mais très rapidement, les choses ont évolué, et la composante terroriste est devenue prépondérante surtout au niveau du contrôle du

terrain. Et, il s'est trouvé que cette composante est dirigée à l'origine par des citoyens maliens. Très rapidement, la composante terroriste a connu des mutations. De plus en plus, on se rend compte qu'il y a une internationalisation du terrorisme. In fine, le contrôle des opérations, me semble-t-il, est aujourd'hui plus aux mains des étrangers.

Face à cette situation, je pense qu'il est important que tous les acteurs nationaux fassent preuve de discernement. À cet égard, il serait indiqué qu'on arrive à faire la part des choses. Notre pays est aujourd'hui en train d'être véritablement occupé par des bandes terroristes. Alors, s'il était possible de faire en sorte que les citoyens maliens qui évoluent dans ce cadre, finissent par comprendre que la question devient plutôt une équation qui met le Mali en face des autres, en ce moment il faut rechercher, faire en sorte que les Maliens, à partir du constat de la communauté de destin qui les unit, se parlent. Cela, pour faire face à la vraie menace qui est désormais celle qui plane du fait des étrangers.

Fort de cette analyse, et aussi de ce que j'ai entendu pendant la Conférence d'entente nationale, et tout le long du DNI, qui indique que globalement les Maliens ne sont pas opposés au fait que les autorités parlent avec ceux d'en-

tre nous qui seraient prêts à renouer avec le Mali, avec la République et ses valeurs ainsi que la légalité constitutionnelle. Et, ils l'ont exprimé fort, en demandant que les discussions s'ouvrent avec Iyad Ag Ghali et Hamadou Kouffa, qui sont des citoyens maliens qui sont dans leur logique, mais qu'il ne faut pas désespérer de faire revenir dans la logique du Mali, si cela était possible, et qui devra se faire au prix de la renonciation aux options qu'ils défendent et qui sont contraires aux valeurs de la République, pourquoi pas.

C'est pourquoi, je dis aujourd'hui que le président de la République a tout à fait raison de n'écarter aucune opportunité susceptible de s'offrir à nous. Étant entendu, et d'ailleurs lui-même l'a précisé, qu'en acceptant une telle démarche qu'il n'est pas naïf. Je comprends cette précaution, en ce sens que, comme il a indiqué pendant la négociation autour de ce qui est devenu l'Accord pour la paix et la réconciliation, il reste conforme certainement aux lignes rouges qu'il avait alors indiquées. Si ces lignes rouges sont acceptées par des acteurs, il n'y a aucune raison qu'il ne soit pas possible de discuter avec ceux-ci.

Bien entendu, c'est quelque chose qui devra être minutieusement examiné et conçu. Parce qu'il y a beaucoup d'éléments qui devront rentrer en jeu, mais j'estime que la possibilité de discuter avec ces compatriotes-là va faire partie des options dont nous disposons pour chercher une porte de sortie de la situation actuelle dans laquelle le pays se trouve.

L'Essor : En quoi cette tentative de dialogue peut-elle aider à la sortie de crise ?

Pr Tiémoko Sangaré : Si ce dialogue était instauré, et que les bases, notamment la République et ses valeurs, étaient acceptées comme telles par ceux vers qui cette démarche se fait, il y aurait l'avantage de démobiliser tous ceux

qui évoluent sous la conduite de ceux-là. Et, si c'était le cas, on aurait le gain qu'une bonne partie de nos concitoyens qui sont mobilisés dans les rangs terroristes, pourraient être démobilisés. Et, nous allons nous retrouver dans une situation où c'est désormais les Maliens, toutes composantes de la société confondues qui se mettront ensemble pour faire face aux étrangers. Je pense qu'aujourd'hui, c'est le véritable combat que nous devons mener. Parce qu'avec ce qui se passe non loin de nous, il y a de forts risques que ces organisations internationales terroristes cherchent une base arrière, et il y a à craindre qu'ils ne trouvent le site favorable à cela sur notre territoire.

Pour éviter cela, il serait bon que l'ensemble des Maliens comprennent, y compris ceux qui ont épousé les vues de ces gens-là que, au bout du compte, c'est leur pays qui va en pâtir, que ce sont leurs parents qui vont en pâtir. Donc si les uns et les autres parvenaient à le comprendre, il y aura des chances de mettre tous les Maliens ensemble pour que, collectivement, on puisse faire face à ceux qui veulent venir utiliser notre pays comme base arrière.

Dr Bocari Tréta, président du RPM : « Les Maliens ont donné le feu vert pour explorer les voies menant à la paix »

L'Essor : Quelle analyse faites-vous de la déclaration du président de la République sur l'ouverture d'un dialogue avec Iyad Ag Ghali et Hamadou Kouffa ?

Bocari Tréta : Je fais le constat que le président s'est fait écho d'une demande du peuple malien. Déjà, lors de la Conférence d'entente nationale, les participants avaient, à la grande majorité, demandé l'ouverture de ce dialogue. Je retiens également que diverses rencontres tenues notamment dans la Région de Mopti, y compris la dernière conférence des Ulémas sous l'égide du Haut conseil islamique, avaient

fait la même demande.

Mais de façon plus remarquable, c'est la position du Dialogue national inclusif (DNI) où une recommandation a été prise dans ce sens. Donc, je note que c'est une préoccupation nationale, une demande de l'écrasante majorité des Maliens dans le fond. Maintenant dans la forme, je pense qu'il y a un peu de publicité autour de la question. Le Mali est un pays souverain, ce que les Maliennes et les Maliens attendent, c'est la paix durable. Toutes les voies, tous les moyens qui peuvent concourir au retour de la paix, je pense que les Maliens se sont exprimés et ont donné le feu vert à leur gouvernement.

L'Essor : En quoi cette tentative de dialogue peut-elle aider à la sortie de crise ?

Bocari Tréta : Je pense qu'il faut être très prudent. Cela fait l'unanimité au point de vue de l'analyse tant contextuelle qu'historique de notre crise qu'elle est multidimensionnelle. Mais, ce qu'on oublie souvent d'ajouter, c'est qu'elle est aussi multi-acteurs. Je ne suis pas convaincu aujourd'hui que Hamadou Kouffa et Iyad Ag Ghali soient des acteurs isolés, ou qu'ils aient une part prépondérante dans la manifestation de la crise. Donc, il faut beaucoup de prudence pour cela. Mais, en même temps, en tant qu'acteurs, à partir du moment où nous nous engageons dans une démarche tous azimuts, pour trouver toutes les voies de solutions pour sortir de la crise, oui je retiens cela comme un élément. Mais en même temps, je pense qu'on aurait gagné en recherchant l'efficacité au lieu de faire de la communication sur cette question.

■ PROPOS RECUEILLIS PAR ABOUBACAR TRAORÉ ET A. T.



LA RENTRÉE
LITTÉRAIRE
DU MALI

Quand l'Afrique se raconte à elle-même et au Monde.

RENTRÉE LITTÉRAIRE DU MALI



Entrée libre !

Bamako • Sikasso • Djenné • Tombouctou
18-23 février 2020



« **PETITES HISTOIRES ET GRANDS RÉCITS** »

CAFÉS LITTÉRAIRES • LECTURES • DÉDICACES • TABLES RONDES • DÉBATS
ATELIERS • HOMMAGES • SPECTACLES • PRIX LITTÉRAIRES 2020



www.rentreelitterairedumali.org

Divertissement : Les bars de Bamako ne connaissent pas la crise

Parmi les business et autres affaires de Bamako qui marchent bien, résistant à la crise économique qui frappe le pays depuis 2012, il y a les bars. Ces espaces de rencontres et de beuverie sont la cible d'une jeunesse en quête de distraction, et ils sont nombreux dans la capitale malienne. Mais les propriétaires de ces business de nuit doivent se battre contre d'autres ennemis remotivés par l'idéologie.

Dans le quartier administratif de l'ACI 2000, sur la rive gauche du fleuve Niger, se trouve un des premiers bars détenus par des Chinois. C'est le rendez-vous favori de Fatim, jeune fille en rupture de ban avec sa famille. Depuis plusieurs années, elle fréquente ce bar après qu'elle a basculé dans le plus vieux métier du monde. "Le pays est dur, les gens n'ont pas d'argent", commente-t-elle assise dans le noir aux côtés d'autres jeunes filles.

Pourtant, le train de vie de la jeune fille trahit

ce qu'elle essaie de cacher. Elle vit dans un appartement dans le même quartier qu'elle loue à 50 000 FCFA. Elle dit être en charge de sa mère qui vit dans une autre ville et participe à des tontines dont la quote-part est fixée à 10 000 FCFA chaque jour. "Je n'ai jamais été dans l'incapacité de payer ma part, c'est la moindre des choses", affirme-t-elle.

Les bars sont légion à Bamako et ils font l'affaire de jeunes ayant diverses motivations lorsqu'ils y partent. "Les filles ne m'intéressent pas", lâche Ousmane, un jeune de Niamakoro, un quartier sur la rive droite du fleuve. Lui et ses amis préfèrent se rencontrer chaque soir dans un bar dont le propriétaire est un Malien ; ils sortent chaque nuit à partir de minuit pour boire et s'amuser dans la discothèque associée à leur bar favori.

Il suffit d'entrer dans les discothèques pour découvrir une autre facette de la capitale malienne, une cité qui ne dort pas. Entre jeux de

lumières et musiques, une jeunesse emportée s'amuse en consommant de l'alcool sans modération. L'argent circule à flots dans une ambiance de générosité entre amis, celui qui a de l'argent n'hésitant pas à dépenser pour que les autres trouvent à boire à souhait.

Ces groupes de jeunes rivalisent surtout avec le nombre de bouteilles de boisson rangées sur chaque table. Et de plus en plus, il y a des filles qui boivent à ces occasions. Mais là où on boit, il y a toujours des nuisances. C'est ainsi que les propriétaires des bars croisent le fer avec des résidents qui ne veulent pas voir ce qu'ils appellent des lieux de débauche, craignant pour l'influence qu'ils peuvent avoir sur leurs enfants.

L'opposition aux bars vient surtout de groupes religieux dont certains n'hésitent pas à recourir à la violence. "Dans le quartier de Bacodjironi, je me souviens d'un propriétaire de bar, il a porté plainte contre un jeune qui a conduit une descente contre ses installations dans la nuit. C'était pendant le mois du jeûne musulman », raconte Christian, un résident d'origine togolaise.

Mais ce que certains gérants de bar disent est un paradoxe. « On raconte que beaucoup de gens se disent contre la prolifération des endroits dits de dépravation de mœurs en général sont des clients potentiels ».



Coup de tonnerre/ Banque centrale africaine : L'UA choisit Akufo Addo au détriment d'Alassane Ouattara



Le Président du Ghana, Nanan Akufo Addo, a été choisi par l'Union africaine pour la création de Banque centrale africaine (ACB), et du Fonds monétaire africain (AMF).

L'Union africaine s'attelle (enfin) au panafricanisme financier

INTÉGRATION. Pour pallier les insuffisances de financement, l'Union africaine veut créer des institutions panafricaines. À la manœuvre, le président ghanéen.

L'année 2020 sera chargée pour Nana Akufo-Addo. En plus d'assurer une éventuelle campagne présidentielle, le chef de l'État ghanéen aura la lourde charge d'impulser la création d'institutions financières panafricaines. Celles-ci seront dépendantes de l'Union africaine (UA). La mission, qui lui a été allouée

lors du 33^e sommet ordinaire de l'organisation terminé ce lundi 10 février à Addis-Abeba, consiste à accélérer la mise sur pied de la Banque centrale africaine (ACB), du Fonds monétaire africain (AMF), de la Banque africaine d'investissement (AIB) et de la Pan-African Stock Exchange.

Des institutions dont la création a été prévue par le traité d'Abuja adopté en 1991, et l'article 19 de l'Acte constitutif de l'Union africaine, adopté en 2000. Pour le président ghanéen, la mise en place de ces institutions est « essentielle pour une meilleure mobilisation des ressources sur le continent ». Elle stimulera le secteur financier du continent, a-t-il affirmé depuis la capitale éthiopienne. À l'assemblée, il a présenté son plan d'action, en trois axes.

Un choix judicieux pour l'UA ?

Premier impératif : travailler avec les pays

hôtes – le Cameroun pour l'AMF, le Nigeria pour l'ACB et la Libye pour l'AIB – afin d'accélérer les signatures et ratifications des pays du continent au projet, au nombre de 26 aujourd'hui. Nana Akufo-Addo propose ensuite l'élaboration d'une politique commune entre les pays et l'UA, permettant la mise en œuvre d'une Banque centrale africaine et d'une monnaie unique. Enfin, le chef de l'État garantit son implication dans les travaux de l'UA et de l'Association africaine des bourses (ASEA), en vue de la création de la Pan-African Stock Exchange.

Avec le dirigeant ghanéen, l'UA s'est choisi un pilote qui peut se targuer d'avoir plusieurs atouts en main. Le Cédi, la monnaie nationale, vient tout juste d'être annoncé comme la devise la plus puissante du monde en 2020, devant le dollar américain. D'après une étude de l'agence américaine Bloomberg, le Cédi du Ghana s'est en effet renforcé de 3,9 %. Soit la

plus forte hausse des 140 monnaies étudiées. La baisse de la demande de devises étrangères des importateurs ghanéens à la suite de l'épidémie de coronavirus et l'émission de 3 milliards d'euros d'euro-obligations font partie des facteurs qui ont propulsé le Cédi en tête du classement.

De vrais défis à relever

Si Nana Akufo-Ado part avec un solide avantage, la tâche n'en sera pas moins ardue. En effet, les obstacles à la concrétisation de son plan sont nombreux. « Les monnaies africaines se caractérisent par leur volatilité, un manque important de liquidités et un statut rarement négocié sur le marché financier mondial, ce qui rend les échanges entre pays africains difficiles », a déploré le président, tout en rappelant que « lors du 3e comité technique de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration économiques, qui s'est tenu au Cameroun en mars 2019, des inquiétudes ont été exprimées quant à la lenteur

de la signature et de la ratification des instruments juridiques des quatre institutions financières ».

Des difficultés soulignées aussi par Alassane Ouattara, présent également au sommet. Pour le président ivoirien, cité par le site d'information Actualité Ivoire, « la faiblesse de nos systèmes statistiques et la faible mobilisation des ressources financières » entre autres, entravent le développement des infrastructures économiques africaines. Les institutions financières panafricaines constituent pourtant un des projets phares de l'Agenda 2063 de l'UA, qui avait prévu des délais bien précis quant à leur lancement. L'AIB ainsi que la Pan-African Stock Exchange devaient, par exemple, voir le jour en 2016. Le Fonds monétaire africain, en 2018.

Indispensable pour la Zleca

Avec la désignation du président ghanéen, l'UA souhaite donc apporter un nouveau souffle à ces projets. Si l'organisation panafricaine y tient tant, c'est que ces institutions continen-

tales « sont des conditions préalables à la réussite de la mise en œuvre de l'accord sur la zone de libre-échange continentale africaine (Zleca) » a fait remarquer Nana Akufo-Ado. Car aujourd'hui, « le continent n'a d'autre alternative que de réduire sa dépendance vis-à-vis de l'aide extérieure et des biens importés et de commencer à mobiliser des ressources intérieures pour financer son développement, et diversifier son économie », a-t-il expliqué. Le temps presse, puisque 2020 est justement l'année de l'entrée en vigueur de la Zleca, dont le siège permanent sera implanté à Accra. Sa mise en route sera d'ailleurs au cœur des priorités de Cyril Ramaphosa, président de l'UA cette année, qui a déjà annoncé un sommet dédié en mai, en Afrique du Sud. Le président ghanéen l'a martelé à Addis-Abeba : « La mise en place effective des institutions financières de l'UA nécessite des engagements audacieux de notre part, en tant que dirigeants du continent. Nous devons prendre des mesures urgentes. » Ses homologues n'auront que quelques mois pour s'exécuter.



Centrafrique : Plus de 230 spécialistes militaires russes forment des soldats et policiers

A l'heure actuelle, le nombre de spécialistes russes qui se trouvent en République centrafricaine pour former des unités militaires et policières est de 235, sans compter la douzaine de soldats de la paix russe impliqués dans la mission de l'Onu dans le pays.

Au su du Conseil de sécurité des Nations unies, 235 spécialistes militaires de la Russie travaillent actuellement en Centrafrique, a indiqué à Sputnik Andreï Kemarski, directeur du département Afrique du ministère russe des Affaires étrangères

Poutine et le Président centrafricain Faustin-Archange Touadéra

Des entreprises russes en Centrafrique? Une source met les points sur les i - exclusif

«Il y a un groupe de militaires-instructeurs russes qui n'ont rien à voir avec la mission de l'Onu et qui s'occupent de la formation des militaires des forces armées du pays et des forces de l'ordre. Ils ont été envoyés par l'intermédiaire du ministère russe de la Défense après la demande des autorités centrafricaines et avec l'assentiment du comité de sanction du Conseil de sécurité de l'Onu. Ils se sont montrés très efficaces et ont réussi à former à ce jour près de 4.000 militaires et environ 500 membres des forces de l'ordre», explique-

t-il.

Interrogé sur les perspectives d'augmentation du nombre d'instructeurs russes, M. Kemarski souligne que les autorités du pays ne se sont pas encore adressées à Moscou pour une telle demande.

Des soldats de la paix russe

Le diplomate précise également que 12 militaires, dont deux femmes, ont été envoyés dans le cadre de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations unies pour la stabilisation en Centrafrique (MINUSCA).

Il rappelle qu'en avril 2019, Vladimir Poutine a signé un décret prévoyant l'envoi d'une trentaine de militaires russe pour renforcer les troupes de la mission de l'Onu en Centrafrique. Mais après des consultations avec le secrétariat de l'Onu concernant des postes vacants, la Russie a déployé 12 militaires. Néanmoins, cela n'exclut pas qu'à l'avenir, des effectifs supplémentaires soient envoyés s'il y a des postes vacants.

Accord de paix de Khartoum

La situation en Centrafrique s'est aggravée début décembre 2013, lorsque Bangui a été le théâtre d'affrontements entre les membres de l'ancien groupe islamiste Seleka et les milices chrétiennes. Selon les données de l'Onu disponibles en juillet 2018, jusqu'à un millions de personnes ont quitté leur foyer depuis le début du conflit et près de 6.000 personnes ont péri.

Situation en Syrie

Le Proche-Orient au cœur d'un entretien entre un vice-ministre russe et l'ambassadeur de France

Un accord de paix a été trouvé en février 2019 à Khartoum entre le gouvernement centrafricain et les 14 groupes armés représentés. Cet accord de paix, soutenu par tous les partenaires de Bangui et préparé depuis 2017 par l'Union africaine, est le huitième du genre signé depuis le début de la crise en 2013. Aucun des précédents accords n'a abouti à un retour à la stabilité, pas plus que la présence de la MINUSCA, déployée en 2014 et forte de 11.000 Casques bleus.





Racisme dans le football : Le Portugal choqué, Marega voudrait «un geste fort»

La sortie du terrain du Malien Moussa Marega, dimanche 16 février, lors du match Guimaraes-Porto, fait scandale au Portugal. L'attaquant, ciblé par des insultes racistes, reçoit un soutien massif, notamment du monde politique. Lundi 17 février, il s'est confié à RMC sur cette « grosse humiliation » et le problème, toujours sans solution, du racisme dans le football.

Difficile de ne parler que de football au Portugal, lundi 17 février. La course au titre apparaît au second plan après l'incident survenu la veille lors du match entre le Vitoria Guimaraes et le FC Porto (1-2). Moussa Marega, auteur du deuxième but des Dragons, a quitté le terrain en colère, ne supportant plus les in-

sultes racistes qu'il recevait depuis les tribunes du stade.

« Une grosse humiliation » qui secoue tout le Portugal

L'attaquant malien s'est exprimé au micro de RMC Sport, au lendemain de cet incident à caractère raciste. Il a déclaré se sentir « mieux » mais que dimanche, « c'était beaucoup plus difficile ». « Je me suis vraiment senti comme une m***. C'était vraiment une grosse humiliation. Ça m'a vraiment touché. Mais bon, le match est passé, je suis rentré et du moment où j'ai revu mon fils, j'ai retrouvé le sourire », a-t-il confié, remerciant au passage toutes les

personnes l'ayant soutenu.

De nombreuses personnalités du football ont posté des messages de soutien au buteur sur les réseaux sociaux. La Fédération portugaise de football, elle, a communiqué : l'instance estime que les insultes racistes à l'encontre de Moussa Marega doivent être « sévèrement punies ». Le Premier ministre, Antonio Costa, a réagi aussi : « Nous devons tous exprimer notre solidarité envers lui et le refus total de ce type de comportement. »

Même le président de la République, Marcelo Rebelo de Sousa, a fait part de son indignation et de son soutien à l'égard du footballeur de Porto. La presse portugaise a aussi unanimement pris position contre le racisme. « Nous sommes Marega », a notamment titré A Bola, l'un des principaux quotidiens de sport du pays.

« On ne peut pas continuer à jouer alors que des gens se moquent de votre couleur de peau »

À RMC, Moussa Marega a expliqué que les injures ont commencé dès l'échauffement, ce que son entraîneur, Sergio Conceição, avait déjà assuré dimanche. « C'était juste 2-3 personnes. Les voir faire des cris de singe ou des cris racistes... ça doit arriver à tous les joueurs dans le monde du football à mon avis. Quand ils ne sont que 2 ou 3, on s'en fout, on peut continuer à jouer. Mais quand c'est presque le stade entier, ce n'est pas possible. On ne peut pas rester comme ça, continuer à jouer un match alors que des gens se moquent de votre couleur de peau », a développé l'international malien, âgé de 28 ans.

Moussa Marega se dit d'autant plus choqué qu'il a porté les couleurs du Vitória Guimarães, entre 2015 et 2016, et qu'il n'avait jamais eu de problème avec les supporters jusqu'à dimanche. « Jamais je n'aurais imaginé que ça puisse arriver ici. J'ai été prêté à Guimarães,

j'ai toujours respecté ce club et ses supporters. J'ai fait une grosse année avec Guimarães, j'ai mis 14 ou 15 buts avec eux. (...) Quand j'ai rejoué avec Porto contre Guimarães et que j'ai mis un doublé, je n'ai fêté aucun de mes buts. À la fin des matches, j'applaudis les supporters de Guimarães. A chaque fois que je joue contre eux, je pense à eux. (...) Ce qui s'est passé m'a choqué, surtout de la part de ce club. Je ne savais pas que ce club avait des imbéciles comme ça dans ses tribunes. »

Marega souhaite plus que des slogans et des discours

La police portugaise a indiqué qu'elle étudie les images de surveillance du stade Dom-Afonso-Henriques pour identifier les personnes qui ont insulté Moussa Marega. Ce dernier, qui a quitté le terrain en se faisant

remplacer et en dépit du désir de certains joueurs qui souhaitaient le voir rester, « aimerait que les matches s'arrêtent » en cas d'incident comme celui survenu dimanche.

« Il faudrait un geste fort de la part des arbitres, de la ligue », poursuit Moussa Marega. L'Aigle voudrait davantage d'action. « Je vais parler franchement, tout ce qui est slogan, "no to racism", tout ça, c'est n'importe quoi. C'est juste des photos. Tu rassembles deux équipes, c'est beau, on partage ça sur les réseaux sociaux etc... Ça sert à quoi ? Ça ne sert à rien du tout », pense-t-il. Les années passent et le fléau du racisme met toujours à mal le football et ses acteurs.

■ Source RFI





Bélier (21 mars - 19 avril)

Les influx de Mars en Capricorne vous inciteront à faire des efforts pour terminer un travail dans les temps. Vous aurez en effet des délais à respecter. Devant un conflit avec un supérieur, vous le champion du sprint, vous laisserez du temps au temps.

Vous serez dans l'incertitude quant à une rentrée d'argent que vous attendrez et qui tardera à venir. Vous devrez également surveiller vos dépenses, car vous ne ferez pas attention et vous risquerez de dépasser les limites imposées par votre banquier.



Taureau (20 avril - 19 mai)

Changer de service est votre priorité ! Vous tenez à avoir une ambiance agréable. Il n'y a pas d'entente avec des collègues. Le manque de coopération cause votre gêne. Les démarches peuvent être plus longues que prévu ! Il faut encore être patient.

Il faut faire des efforts pour ne pas liquider votre salaire. Sitôt entré, sitôt parti ! Vous craignez de manquer d'argent avant la fin du mois. Le véhicule ou des appareils ménagers peuvent tomber en panne. De la contrariété vous accompagne jusqu'au soir.



Gémeaux (20 mai - 21 juin)

Si, dans le cadre de votre activité, on vous demande de mettre en oeuvre des méthodes innovantes, vous aurez la présence d'esprit de faire valider votre travail ou toute décision importante le concernant. Vous penserez à vous protéger le plus possible.

Le Soleil en personne mettra aujourd'hui le focus sur votre budget : capacité d'épargne, dépenses revues en fonction de vos moyens, etc. Vous allez pratiquement soumettre vos finances à un véritable audit ! En ce début d'année, il sera nécessaire...



Cancer (21 juin - 21 juillet)

On dit de vous, cher natif, que vous êtes un bon élément, ça en dit long sur vos qualités professionnelles. Les bruits de couloir vous les entendez, mais vous ne vous relâchez pas, bien au contraire, ce challenge est encore plus motivant. Les planètes se chargent de superviser vos comptes en banque. Vous trouvez des solutions très efficaces pour redresser la barre. Aujourd'hui, cher natif, vous pouvez enfin souffler. Grâce à un vieux placement, votre argent fait des petits.



Lion (22 juillet - 23 août)

Aux commandes dans votre secteur VI, Mars, Jupiter, Saturne et Pluton stimuleront votre ambition, mais vous soumettront aussi à une forte pression. Surplus de travail à la dernière minute, dossiers à boucler, tout devra être fait dans l'urgence.

Mercure rétrograde pourrait être le messager de mauvaises surprises. Vos aides seront réduites ou vous aurez un surplus de dépenses que vous n'aviez pas prévues. Mieux vaudra prendre les devants en trouvant un plan B pour vous en sortir au mieux.



Vierge (23 août - 23 septembre)

Restez superficiel, il n'y a pas grand-chose à espérer de vos collègues. Ils se battent aussi pour leur place. Au sein de votre service, c'est le désordre. Chacun veut postuler. Le découragement peut être général. L'envie de démissionner vous tente.

Faites attention à vos frais. Pour l'heure, les charges continuent de vous écraser. Les revenus couvrent juste les frais. Des sorties d'argent sont inattendues. La réparation d'un véhicule peut faire partie des embûches ! Un peu de patience avant de vous faire plaisir !



Balance (23 septembre - 22 octobre)

Côté professionnel, vous serez tout prêt du but, mais une situation conflictuelle menacera de balayer vos espoirs. Vous ferez l'erreur de penser que tout peut se résoudre en un claquement de doigts, surtout s'il s'agit en l'occurrence des vôtres...

Jeter l'argent par les fenêtres ? Aujourd'hui, vous le ferez même par les toits... À cause de la présence de Vénus, vous aurez tendance à multiplier les impairs. Comme cette planète sera dépensière, les nuages s'amoncelleront au-dessus de votre trésorerie.



Scorpion (23 octobre - 22 novembre)

Un collègue de travail vous aide à finaliser un projet, vous appréciez et pourtant, il y a quelque chose qui vous dérange. Sur des détails, vous n'êtes pas du même avis que lui. Vous taire ou pas, vous avez les fesses entre deux chaises.

Prenez garde, vous devez absolument éviter les faux-pas, car cela entraîne des difficultés, mais aussi de mauvaises surprises. Ne vous laissez pas influencer sur la façon de gérer votre argent. Prenez vos décisions. Pesez le pour et le contre.



Sagittaire (23 novembre - 21 décembre)

Même si votre travail vous mènera parfois la vie dure, vous tiendrez bon. Vous développerez assez de combativité pour aborder les situations compliquées en confiance, en voyant le verre à moitié plein. Vous parviendrez à vous organiser différemment.

Votre domaine financier sera visé par de nombreuses planètes aux répercussions bien différentes. Avec des incitations à la dépense, surveillez vos comptes de près. Vous aurez aussi des rentrées d'argent. Il vous restera à trouver le juste équilibre.



Capricorne (21 décembre - 20 janvier)

Des démarches sont amorcées. Elles donnent l'occasion de faire le point sur votre carrière. Un changement dans un nouveau service est souhaité. Vous pourriez accéder à cette demande, avec une aide. Un chef bienveillant peut appuyer votre requête !

Vous faites de votre mieux pour limiter les frais ! Mais ils restent élevés. Votre train de vie peut causer des frais supplémentaires. Ils ne tombent pas du tout au bon moment ! Votre véhicule ou un appareil ménager pourrait exiger une réparation.



Verseau (20 janvier - 19 février)

Passionné dès qu'il s'agit de faire progresser votre expérience professionnelle, ami Verseau, vous ne lésinerez pas sur les moyens déployés pour entrer dans le monde de la nouveauté, notamment ceux qui touchent l'espace et la recherche !

Vis-à-vis de vos sous, vous agirez avec sagacité au lieu de foncer tête baissée. Aujourd'hui, vous aurez l'âme d'un bâtisseur. C'est pourquoi vous souhaitez investir votre argent au lieu d'acheter un objet luxueux ou d'un prix conséquent...



Poisson (19 février - 21 mars)

De larges perspectives vous emmènent vers vos objectifs professionnels, autant vous dire, que les chances de réussite sont bien présentes aujourd'hui. Votre détermination est dopée, votre motivation est grande. C'est une journée très positive.

Aujourd'hui, cher Poissons, vous pouvez tenter votre chance au jeu. Effectivement, tout est possible ! La tendance financière du jour est favorable. Les planètes protègent de très près vos finances. Une bonne nouvelle en appelle une autre.

UN GROUPE BANCAIRE PROCHE DE VOUS !

Filiales



BDU - BF
BURKINA FASO



BDU - CI
CÔTE D'IVOIRE



BDM FRANCE
FRANCE



BDU
BANCO DA UNIÃO
GUINÉE BISSAU

Siège social : Avenue Modibo Kéita / BP 94 Bamako Mali

Tél. : (+223) 20 22 20 50 / 20 22 53 36 - Fax. : (+223) 20 22 50 85/20 22 42 50

www.bdm-sa.com

VOS AMBITIONS N'ONT PAS DE LIMITE



BDM SA